

Annexes

Annexe 1 – Guides d’entretien

Annexe 2 – Retranscriptions des entretiens

1. Guides d’entretien

1.1. Plate-forme Mineurs en exil

Concepts	Indicateurs	Questions
Présentation	Interviewé	- Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ? - Quelle est votre position au sein de l’association ?
	Association	- Pouvez-vous présenter l’association et ses objectifs en quelques mots ? ▪ Depuis combien de temps existe l’association ? ▪ Quelle est votre population-cible ? ▪ Où êtes-vous actifs ? - Quel genre d’activités menez-vous ? ▪ Quelle importance accordez-vous aux activités de plaidoyer/sensibilisation ? ▪ Comment exercez-vous ce(tte) plaidoyer/sensibilisation (publication de rapports, mobilisation de la société civile, mobilisation des médias) ? ▪ Quel pourcentage de vos ressources va vers ces activités ?

Influence	Influence	- Considérez-vous que vous avez de l'influence sur les décisions ? - Quels sont les mécanismes de participation des OSC mis en place en Belgique ? - Vous sentez-vous pris en compte dans le processus de décision ? - Participez-vous à l'élaboration des décisions ? Comment ? (information, consultation ou participation effective) - Participez-vous à l'évaluation des résultats ?
Contexte politico-sociétal	Soutien du public	- Comment décririez-vous le soutien de la société civile dans ce que vous essayez de faire ? - L'augmentation de la peur et la xénophobie dans nos sociétés a-t-elle un impact sur votre travail ? - Constatez-vous un certain « type » de personnes qui vous soutiennent ? - Est-ce que vous pensez que le fait que votre cible soit des enfants a un impact sur comment la population réagit ?
	Relations avec le Gouvernement	- Comment décririez-vous votre relation avec le Gouvernement ? Vous accorde-t-il de l'importance ? - Le Gouvernement belge vous soutient-il ? Si non, quel soutien / aide vous manque de la part du Gouvernement ? - Avec un ministre de l'asile et l'immigration polémique, ressentez-vous une différence dans la participation au processus de décision ?
Alliance	Partenariat	- Selon vous, quelles sont les raisons/motivations pour être membre de la Plate-forme mineurs en exil ? (Capacités, expertise, techniques, etc.) - Selon vous, quelles sont les conditions pour un partenariat effectif ? - Quel est votre rôle en tant que Plate-forme ? - Avez-vous d'autres partenariats et pourquoi ?
	Évaluation	- Quels avantages, inconvénients rencontrez-vous en tant que plate-forme? (positifs et/ou négatifs) - Quelle est la contribution des ONG/associations membres de la Plate-forme ? - Est-ce que vous ressentez une différence dans la portée de votre plaidoyer ?

Clôture	Ressenti général	- En général, ressentez-vous que vous participez au processus de décision ? - Si vous aviez une baguette magique, que feriez-vous ? Qu'est-ce que vous changeriez et pourquoi ? - Quel est votre plus grand défi à l'heure actuelle ? - Pensez-vous que nous serions capables, en tant que société civile, de résoudre les problèmes auxquels nous faisons face actuellement ?
---------	------------------	---

1.2. Mentor-Escale et Atouts Jeunes

Concepts	Indicateurs	Questions
Présentation	Interviewé	- Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ? - Quelle est votre position au sein de l'association ?
	Association	- Pouvez-vous présenter l'association et ses objectifs en quelques mots ? ▪ Depuis combien de temps existe l'association ? ▪ Quelle est votre population-cible ? ▪ Où êtes-vous actif ? - Quel genre d'activités menez-vous ? ▪ Quelle importance accordez-vous aux activités de plaidoyer/sensibilisation ? ▪ Sur quoi porte votre plaidoyer actuellement ? ▪ Comment exercez-vous ce(tte) plaidoyer/sensibilisation (publication de rapports, mobilisation de la société civile, mobilisation des médias) ? ▪ Quel pourcentage de vos ressources va vers ces activités ?

Influence	Influence	- Considérez-vous que vous avez de l'influence sur les décisions ? - Quel est votre ressenti sur le concept de démocratie participative ? - Quels sont les mécanismes de participation mis en place en Belgique ? - Vous sentez-vous pris en compte dans le processus de décision ? - Participez-vous à l'élaboration des décisions ? Comment ? (information, consultation ou participation effective) - Participez-vous à l'évaluation des résultats ?
Contexte politico-social	Soutien du public	- Comment décririez-vous le soutien de la société civile dans ce que vous essayez de faire ? - L'augmentation de la peur et la xénophobie dans nos sociétés a-t-elle un impact sur votre travail ? - Constatez-vous un certain « type » de personnes qui vous soutiennent ? - Est-ce que vous pensez que le fait que votre cible soit des enfants a un impact sur comment la population réagit ?
	Relations avec le Gouvernement	- Comment décririez-vous votre relation avec le Gouvernement ? Vous accorde-t-il de l'importance ? - Le Gouvernement belge vous soutient-il ? Si non, quel soutien / aide vous manque de la part du Gouvernement ? - Avec un ministre de l'asile et l'immigration polémique, ressentez-vous une différence dans la participation au processus de décision ?
Alliance	Partenariat	- Quelles ont été vos raisons/motivations pour devenir membre de la Plate-forme Mineurs en exil ? (Capacités, expertise technique, etc.) - Selon vous, quelles sont les conditions pour un partenariat effectif ? - Comment contribuez-vous à la Plate-forme ? - Avez-vous d'autres partenariats et pourquoi ?

	Évaluation	- Quels sont les avantages et inconvénients de faire partie de la Plate-forme ? - Quels changements avez-vous constaté depuis l'établissement de ce partenariat ? (positifs et/ou négatifs) - Est-ce que vous ressentez une différence dans la portée de votre plaidoyer depuis que vous faites partie de la Plate-forme ?
Clôture	Ressenti général	- En général, ressentez-vous que vous participez au processus de décision ? - Si vous aviez une baguette magique, que feriez-vous ? Qu'est-ce que vous changeriez et pourquoi ? - Quel est votre plus grand défi à l'heure actuelle ? - Pensez-vous que nous serions capables, en tant que société civile, de résoudre les problèmes auxquels nous faisons face actuellement ?

2. Retranscription des entretiens

2.1. Retranscription Plate-forme Mineurs en exil

Entretien avec Katja Fournier, directrice de la Plate-forme Mineurs en exil, réalisé par Christine Baggio, à Bruxelles, le 15 mars 2018.

Christine : Donc euh, on peut commencer ?

Katja : Oui oui oui !

Christine : Est-ce que vous pouvez vous présenter en quelques mots et votre position au sein de la Plate-forme ?

Katja : D'accord. Alors moi c'est Katja Fournier, je coordonne la Plate-forme Mineurs en exil depuis à peu près huit, neuf ans. Moi spécifiquement je travaille avec des mineurs non accompagnés puis j'ai des collègues qui travaillent plutôt sur des enfants en famille. Alors la Plate-forme Mineurs en exil c'est quoi ? C'est un regroupement d'une cinquantaine d'organisations qui travaillent sur, pour et avec, on va dire, tous les mineurs en exil qui arrivent ici en Belgique mais avec aussi des fois une perspective européenne avec un but d'améliorer structurellement l'accès au droit et l'insertion sociale des jeunes. Et donc, pourquoi est-ce qu'on est nés ? C'est donc justement on s'est rendus compte que... hum à la fois c'était des jeunes avec des besoins énormes et qui tombent souvent que partiellement sur plein de législations différentes.

Christine : Oui.

Katja : Où le besoin de transversalité n'était pas du tout rencontré et en même temps aussi euh... on est dans un secteur où à la fois il y a besoin de jouer sur la sensibilisation c'est-à-dire que il y a une méconnaissance du public et il y a beaucoup de préjugés en la matière euh... C'est des matières hyper techniques juridiquement parlant hum ce qui fait que ça demande un besoin de formation et de recherche d'informations... quasiment le système change chaque trois mois. En tous cas voilà, il n'y a pas moyen de partir du principe que ce qu'on disait il y a trois mois est forcément d'actualité en tous cas pas sur tous les aspects. Hum puis il y a voilà, c'est un public qui est assez multiple et sur lequel il... bon, il commence à y avoir plus de recherche mais donc on a aussi une fonction de recherche et puis surtout le plaidoyer structurel.

Christine : Oui.

Katja : Et donc ça c'est vraiment euh, et donc nous justement on essaye de travailler à la fois sur le fait qu'on a dans nos membres des services de première, deuxième ligne etc. pour faire des constats de terrain qu'on arrive à retraduire dans notre plaidoyer. Hum et donc justement de toujours faire ce va et vient entre hum l'enjeu politique et la formulation juridique et la réalité humaine que ça couvre et donc toujours de pouvoir faire cet aller-retour là. Hum et de travailler la transversalité parce qu'on est dans un... secteur où tous les besoins sont assez interdépendants mais on est aussi, si on parle de l'accompagnement d'un mineur non accompagné, on est dans une fragmentation de la prise en charge qui est voilà, je pense...

Christine : Ça paraît super compliqué...

Katja : (Rires) Ah oui oui non mais c'est... la dernière fois que j'ai du faire une présentation sur quelles étaient les matières au niveau fédéral, au niveau communautaire, au niveau région, alors au niveau bruxellois... (rires) c'est... mais je veux dire que c'est, par rapport à un jeune on va avoir cinq, dix, quinze, vingt intervenants différents et ça c'est pour un jeune qui a un parcours classique et pour lequel il n'y a pas de transfert, de difficultés particulières et de rebondissements.

Christine : Oui.

Katja : Donc euh mais donc dans toute cette fragmentation, ben déjà tant l'accompagnement individuel se perd qu'un renvoi de balle euh qui, au niveau plaidoyer, est on va dire à la fois un enjeu et un défi parce que c'est un peu hum... entre guillemets il y a très peu d'autorités qui se considèrent spécifiquement responsables des mineurs non accompagnés.

Christine : Oui, parce que l'accueil c'est fédéral, l'éducation c'est communautaire...

Katja : Voilà ! Et puis à chaque fois on parle de sous-catégories. Donc c'est un... et même par exemple au service de tutelles où là il y a vraiment une spécificité MENA, c'est un peu un alien au sein de l'SPF Justice parce que tous les... fin c'est un des rares services qui a un presque un service de première ligne à coordonner.

Christine : Oui.

Katja : Hum et donc c'est surtout dans le département, donc eux ils sont dans le département des droits fondamentaux, et dans les droits fondamentaux c'est essentiellement à la base que des petits services où on fait de l'analyse et puis on a ce service qui est supposé faire de l'analyse et en même temps de l'opérationnel parce qu'il y a la question de l'indignation mais bon après ça c'est un grand débat sur comment il remplit ça mais donc... En tous cas voilà, nous on essaye de voir comment à court, moyen et long terme on arrive à améliorer ça et après aussi on essaye quand même de faire du travail européen aussi en matière de plaidoyer et en matière de recherche aussi parce que de un il faut passer systématiquement réinventer la roue. Il y a de bonnes idées partout hein et même si les contextes peuvent être différents il y a des choses à simplement réimplanter dans d'autres choses et puis c'est un élément très important au niveau plaidoyer parce que euh l'argument classique c'est « pourquoi est-ce que je ferais mieux qu'un autre pays ? » Donc on est toujours dans la politique de.. fin en tous cas dans le préjugé de hum de la politique de l'appel d'air, si on traite trop bien les gens, les gens vont tous venir chez nous.

Christine : Oui.

Katja : Hum et donc bah quelque part il faut prouver, ou si on veut quelque chose d'innovant bah il va falloir prouver que un autre État ait après le risque de le faire. Ce qui peut être à la fois une chose... une ressource mais quand tous les États sont hum... On va dire insuffisants par rapport aux besoins des jeunes, ça, ça devient nettement plus compliqué.

Christine : Oui, ça c'est sûr. Hum... oui donc ça c'est... vous avez déjà répondu à plus de la moitié des questions (rires) mais c'est parfait. Hum... est-ce que vous considérez que justement le plaidoyer, votre travail euh... a vraiment une influence, fin sur les pouvoirs politiques belges ?

Katja : Ça dépend sur qui, ça dépend de la dynamique des cabinets, et ça dépend du gouvernement (rires). Hum et puis ça dépend si on parle de plaidoyer positif ou de plaidoyer négatif. Ce que je veux dire par là c'est qu'en fonction des époques, il y a des moments où on arrive à faire du plaidoyer positif c'est-à-dire qu'on arrive à faire que le législateur va

plus loin que ce qu'il avait initialement prévu. Pour l'instant on est plutôt dans du plaidoyer négatif, c'est éviter qu'une politique soit mise en place.

Christine : Oui.

Katja : Hum après ça dépend aussi des différents ministères de manière générale et forcément de l'impact... ben il est toujours difficile à mesurer dans le sens où... je pense que si on parle d'impact de légitimité c'est-à-dire qu'on peut être considérés comme légitimes par les partis politiques, je pense qu'on peut l'être dans le sens où dès qu'il y a une législation, il y a quand même différents cabinets où partis politiques qui viennent vers nous pour savoir ce que l'on en pense. Après ça ne veut pas dire qu'ils suivent hein...

Christine : Vous êtes consultés quoi...

Katja : Mais en tous cas l'idée que hum on puis avoir une perspective à apporter avec lequel ils sont d'accord ou pas d'accord ça je pense qu'ils sont relativement acquis bien qu'il y a certains partis politiques où c'est beaucoup plus compliqués que d'autres... Pour l'instant, voilà, on a déjà un parti où ça... voilà on ne sera jamais consultés, les autres il faut forcer la porte et il y en a qui viennent spontanément, il y a un peu des trois.

Christine : Le parti dont vous parlez c'est la N-VA ou ?

Katja : Non là c'était, j'étais plutôt dans le Vlaams Belang, là il ne faut même pas essayer. N-VA euh... pfff. C'est compliqué dans le sens où les parlementaires N-VA on ne les rencontre pas. En tous cas nous, honnêtement quasiment pas. Le cabinet Francken ça va.

Christine : Ah oui ?

Katja : Hum après la particularité... fin bon (rires). Il y a eu des moments où, et certainement des cabinets politiques qui étaient très proactifs dans la consultation. C'est-à-dire quand, mais là c'était au niveau des communautés mais par exemple, quand on est passé des classes passerelles aux classes DASPA, là vraiment euh... entre guillemets on a réécrit quasiment toute la loi et ça a été quasiment repris à 70/80% par l'administration. Et donc là, quelque part, on a prémâché le travail et ça c'est généralement une condition si tu veux faire du plaidoyer, c'est qu'il faut tout prémâcher. Il faut prémâcher les questions parlementaires, il faut prémâcher les amendements que tu voudrais qu'un parlementaire introduise hum... Il faut des fois, là avec la grosse réforme de la Loi de 80, on a du prémâcher toute la lecture parce qu'il n'y a personne qui s'est amusé à lire les 300 pages.

Christine : Et c'est ça toutes vos recommandations...

Katja : Oui.

Christine : Votre site internet.

Katja : Oui oui, après il y aussi des recommandations qu'on garde en off, on va dire ça comme ça, parce que aussi dans l'informel c'est là qu'il y a les plus grandes espèces de... Disons que dans l'informel ça ne marche pas, tu passes par les médias, tu passes par les publications mais si il y a encore un peu une marge de négociations, tu peux hum... Si tu vas directement chercher les médias, ça coupe les langues de certaines personnes. Donc c'est toujours quelque chose où... généralement quand les ONG arrivent dans les médias c'est que... c'est qu'on... les médias et les juridictions sont à peu près les seuls moyens de préserver le droit. Si on en arrive là c'est qu'on a tout essayé avant.

Christine : Oui, d'accord.

Katja : Parce qu'en même temps euh, voilà c'est comme toute personne. Si on met les gens dos contre le mur, les gens ne vont pas bien réagir. Tu dis voilà, j'ai envie de te parler de tel problème, mais directement j'ai dit que tu ne fais pas bien ton boulot dans les médias, la personne n'a pas plus envie de te parler.

Christine : Oui, ça met un froid.

Katja : Mais après voilà, je dis, on a un mandat donc si il y a quelque chose qui n'est pas correct par rapport aux besoins des enfants, oui forcément qu'il faut réagir. Après, la question de la stratégie dépend de l'espace de négociation que tu estimes plus ou moins. Mais bon après c'est pas une science exacte hein... Mais euh voilà... Mais donc ça a été très différent par rapport à... Fin ça c'était avant moi mais par exemple la Loi Tutelle vient d'une partie de ce service-ci qui a été collaboré bon... décret DASPA carrément, on est en train de travailler actuellement sur euh, sur la réforme deux et voilà il y a une facilité d'accès au niveau de l'administration et sur certaines choses on bloque absolument et donc quelque part notre travail est sur comment bloquer certaines initiatives. Parce que pour l'instant on a des prises de position qui vont au niveau de l'accueil hein... On fait de l'accueil de masse qui n'est pas du tout adapté à n'importe quelle personne et certainement pas à des mineurs. Le fait qu'on désinvestisse dans la santé mentale, le fait qu'on réforme la Loi de 80 euh... d'une manière que on va dire que théoriquement on ne touche pas au droit d'asile mais on met tellement de conditions que, honnêtement, au niveau du taux de reconnaissance c'est hum... et je pèse mes mots, et je suis quelqu'un d'assez nuancée à la base mais c'est la plus grosse attaque sur le droit des réfugiés qu'on a jamais connue.

Christine : Oui.

Katja : Pour moi c'est vraiment ça. C'est fondamentalement... et ça pour nous ça a du changer notre stratégie au niveau du plaidoyer. C'est-à-dire qu'en fonction de qui tu as en face de toi hum c'est plus ou moins facile de réagir. Dans le sens où si on parle du secrétaire d'État Monsieur Francken, à la fois il a une capacité de communication qui est extraordinaire et il a de très bonnes, très bonnes connaissances techniques. Et donc en fait une de nos grosses difficultés c'est que dans les modifications qu'il propose, notamment au niveau législatif, c'est qu'il ne touche jamais aux principes, mais il met des obstacles techniques. Genre un raccourcissement de délais, ou un document dont on sait notoirement qu'il est impossible à obtenir, comme condition qui semble raisonnable, qui est en pratique impossible et donc qui limite l'accès aux droits. Et donc on est sortis entre guillemets, en tous cas dans ce domaine là, où en tous cas dans cette thématique là, on n'est plus du tout sur la définition du droit, ou à quel point il est expansif ou inclusif etc. On est quelque part, on est rentrés dans si on veut être efficaces, on a, on est obligés de pouvoir traduire à des parlementaires qui ne connaissent pas la technicité du terrain, la réalité humaine derrière un point virgule qui a été mis dans la législation.

Christine : Oui.

Katja : Ou un changement de terminologie qui semble parfaitement anodin. Et donc il y a eu quelque part un basculement pour moi de presque de possibilités de contrôle démocratique dans le sens où si le débat était « on va limiter l'accès et/ou les possibilités de reconnaissance », le débat parlementaire serait tout à fait autre que si on parle de la distinction entre une personne qui doit faire demander son asile et enregistrer sa demande d'asile et donc... ça... ça n'ira absolument pas et hum... Et ce qui a aussi un peu changé c'est un peu ce que j'appelle la « technique de la noyade ». Hum... C'est-à-dire que toutes les modifications sont préparées pendant un certain temps et dans le secret le plus absolu et avec aucune consultation.

Christine : Hmm, sans vous consulter vous ?

Katja : Oui ! Et puis on sort 400 pages de législation sur lesquelles on nous laisse deux semaines pour réagir.

Christine : Ah. Super ! (Rires)

Katja : Mais au niveau du Parlement aussi hein, la Loi de 80 ça a été ça hein. C'est ils ont publié hum... ils ont fait la proposition de loi le 27 juin et ils voulaient directement avoir le débat 10 jours après.

Christine : Hmm.

Katja : Sur septante articles qui avaient été modifiés fondamentalement et à peu près 300 pages de modifications.

Christine : Oui, c'est vous couper l'herbe sous le pied...

Katja : Ouais et donc et en fait, on disait en rigolant mais ce qu'on a vu c'est, en tous cas depuis la dernière législature, tous les changements arrivent une semaine avant les vacances. N'importe toujours lesquelles, ça arrive à ce moment là. Et donc c'est à des moments où...

Christine : Il n'y a plus personne ici quoi.

Katja : Oui, oui. Ou le fait qu'on sorte plusieurs propositions de loi en même temps.

Christine : Hmm.

Katja : Et donc ça a été une vraie difficulté pour l'associatif, c'est se dire mais, en fait on n'arrive pas à être sur tous les plans à la fois.

Christine : Bien sûr.

Katja : C'est-à-dire que, qu'il y a la Loi de 80, plus les visites domiciliaires, plus les reconnaissances frauduleuses, plus maintenant l'attaque sur l'AMU... Qu'est-ce qu'il y a eu encore ? C'est pas encore sorti mais va y avoir un truc sur le regroupement familial, il va y avoir une réforme sur un... un code du droit des étrangers sur lequel on nous avait dit que ça allait venir avant et puis voilà... Mais bon et puis il y a... Certaines désinformations, il y a des réformes de la Loi Accueil, des réformes des procédures au niveau du CCE. Et tout ça en moins de six mois.

Christine : Ah oui...

Katja : Au total on parle de... d'une centaine d'articles, je ne sais pas combien de... et hum... et donc c'est... Objectivement ça a été très compliqué. Hum. Et ce qu'on a vu aussi c'est un... C'est que les subsides pour faire du plaidoyer. Dramatiquement diminué. On veut que financer du service de première ligne où l'associative pallie à l'État.

Christine : Hmm. Et maintenant j'ai entendu qu'ils allaient supprimer le statut d'ASBL et que du coup ils veulent...

Katja : Oui et ça aussi hein ! et du coup aucune ASBL, aucune même pas les associations regroupant les ASBL ont été consultées... dans la réforme qu'ils prévoient.

Christine : Oui j'imagine.

Katja : Et donc là on a un juriste spécialisé qui a analysé ça et qui dit que « je n'arrive même pas à vous résumer parce qu'il y a une telle complexité ». Ils ont travaillé pendant deux ans en silence dessus, ils vont sortir ça et c'est pas un reproche hein, mais les parlementaires sont des généralistes. Même s'ils ont une spécialité, c'est... de un ils n'ont pas tous le droit, c'est certainement pas des administrativistes, hein qui est déjà une sous-section du droit où vraiment il faut avoir un esprit de précision absolument dingue. Et en fait on... et donc on va rester sur les exposés des motifs. Et donc les exposés de motifs... en tous cas ces derniers temps ont beaucoup de mal à coïncider avec le contenu de la loi hein. C'est pas toujours tout à fait ça et donc on vote là dessus. Sauf que c'est, comme on dit en anglais « the devil is in the details », c'est vraiment ça.

Christine : Oui.

Katja : Je ne suis pas en train de diaboliser qui que ce soit mais bon par rapport à ça, c'est, et ça par contre c'est un vrai défi, parce qu'on... on n'est plus sur une discussion de vision, on n'est plus sur une question de... forcément de droit. On doit vraiment traduire le détail technique dans quelque chose qui a un impact humain et qui donc a un impact sur l'accès fondamental au droit.

Christine : Hmm.

Katja : C'est beaucoup plus compliqué pour un parlementaire de te suivre dans tout ce raisonnement là que d'être sur une discussion générale de voilà. Est-ce que par exemple l'accès à la santé, est-ce qu'on a une vision préventive, la vision de la santé qui amène à long terme à plus de coûts, ou est-ce qu'on veut une (incompris) réactive. Donc là, n'importe quel parlementaire peut se positionner là dessus. Le fait que, je prends un détail mais sur l'AMU si on considère que... tu vois ce que c'est l'AMU ? Aide médicale urgente, donc c'est le dernier droit qui tient pour les personnes en séjour irrégulier. Hum et pour les MENA mais quand ils arrivent tout juste. Hum... On introduit par exemple de cette proposition la subtilité de dire que si on considère que ce n'était pas un cas... voilà, une aide médicale d'urgence, le médecin doit rembourser le salaire qu'il a perçu.

Christine : Hmm.

Katja : Sachant que... donc Médecins du Monde avait par exemple pu prouver que 80% des personnes qui ont droit à l'aide médicale urgente déjà pour des problèmes administratifs n'arrivent pas à faire leur demande d'aide médicale urgente, si en plus les médecins qui ne sont pas déjà hyper enthousiastes à travailler avec ce public se dit « je vais perdre le salaire », qu'est-ce qui reste ? Il reste les urgences absolues, c'est-à-dire des questions de vie ou de mort. Un des gros problèmes c'est les jeunes filles enceintes en séjour irrégulier... Tout l'accompagnement de grossesses, les malformations, qui peuvent avoir lieu parce qu'elles ne sont pas suivies, avec des gamins qui seront handicapés avec une gamine de quinze ans qui va devoir supporter ça pour le restant de sa vie... ça, ça tombe (incompris).

Christine : Oui.

Katja : Donc, et donc faut faire tout ce travail et ça ça prend plus de temps et finalement ben, on est tellement dans l'urgence qu'on en a moins. Donc ça c'est un peu le défi. Après je pense que... voilà l'union fait littéralement la force en matière de plaidoyer et je pense que... pour moi le plaidoyer demande à la fois une bonne connaissance de l'humain, hum, une bonne connaissance de la formulation juridique. Parce que bon c'est généralement sur ça que t'arrives à convaincre. Si t'arrives à traduire pour un parlementaire que ce mot-là, si tu utilises ça, ça va avoir telles conséquences.

Christine : Bien sûr.

Katja : Là, ils arrivent à suivre. Parce que finalement, déjà out le monde est humain mais tout le monde retient l'anecdote. Si quelqu'un se dit que ok, la différence entre « peut » et « doit », souvent c'est la grande question qui retombe, ça peut fondamentalement changer l'accès au droit, et je peux imaginer, je sais pas, un adolescent dans telle situation etc. T'as une potentialité de convaincre. Mais après c'est double, parce que des fois, presque éthiquement je me dis que... il faut aller dans le larmoyant pour avoir de la dignité humaine, ce qui est quand même sacrément contradictoire ! Donc ça je pense que là il faut aussi garder son combat... peut-être pas moral, chacun sa moralité, mais au moins une éthique de travail qui est je pense hyper importante si on veut... si on veut rester là dedans. Parce que moi le côté associatif qui joue dans le larmoyant et donc quelque part dans une idée de charité au lieu de solidarité humaine, ça pose soucis aussi. Parce que le plaidoyer, oui, mais pas de n'importe quelle façon et pas à n'importe quel prix. Si ça dévalorise le public pour lequel tu te bats, c'est pas la même chose.

Christine : Ça change la perception...

Katja : Oui. Mais donc ça, je pense que c'est très bien d'avoir un esprit critique mais il faut l'avoir par rapport à son propre fonctionnement et le fonctionnement de l'associative d'une manière générale. Les bonnes intentions ne suffisent pas. Je veux dire... faut savoir ce que tu veux atteindre, quels sont les objectifs, la stratégie et l'éthique à ne pas dépasser non plus.

Christine : Bien sûr.

Katja : Et après je pense que... pour nous ça a été très important c'est de ne pas être affiliés politiquement.

Christine : Oui bien sûr.

Katja : Non, oui, tu dis...

Christine : Non ?

Katja : Bien sûr mais il y a plusieurs associations qui ont *de facto* une couleur politique. Que ce soit au niveau de leur conseil d'administration, des personnes qui sont affiliées à un certain parti politique et entre guillemets c'est... ça s'argumente dans différents sens, c'est-à-dire que malheureusement, le fait de ne pas être affiliés à une couleur politique complique l'accès aux subsides. En Belgique, il suffit de voir, les présidents des CPAS, hum les directeurs des institutions d'aide, n'importe lesquelles c'est, c'est des nominations politiques hein. Fin voilà, il y a tout un travail qui doit être fait en Belgique sur ce clientélisme là mais heu la question, à la limite nous on a pris le parti « on est tellement petit, que ça passe ou ça casse ». C'est-à-dire que bon, bah si on se casse la gueule, il y a trois personnes qui perdent leur boulot mais l'argent est par rapport à notre vision et notre mandat, pas par rapport à euh une connivence politique. D'autres services hein qui sont des fois plus grands bah, ça devient plus compliqué parce que si t'as besoin d'argent pour maintenir ton personnel en place, et que tu sais que la... en tous cas si pas la carte, l'affiliation politique joue...

Christine : Ça peut être intéressant.

Katja : Oui, mais euh ça c'est intéressant jusqu'à ce qu'il y ait un changement politique.

Christine : Oui, donc ça fait que c'est quand même instable quoi.

Katja : Oui mais quoi qu'il en soit le secteur associatif est certainement instable.

Christine : Oui oui.

Katja : Financièrement, surtout parce qu'au niveau politique ben on aime bien faire des appels à projets d'un an, mais on ne fait pas des triennats, on ne fait pas des quinquennats, etc. ce qui fait que euh... si les gens ne peuvent que se projeter sur un an, ça limite aussi la chose mais hum... Ben je pense qu'après ce n'est pas du tout typique à l'associatif mais euh, après moi c'est une question plus générale de la politisation des services de bien commun qui moi profondément me dérange. Hum... Je veux dire en tant que citoyen si les gens ont une carte c'est très bien, mais moi le nombre de fois où à des cabinets on te pose indirectement ou directement la question de « quelle est ta carte ? » Ben voilà, nous on n'y répond pas, mais c'est un choix entre guillemets qu'on paye aussi au niveau subsides, soyons clairs aussi. C'est tout une question d'équilibre.

Christine : D'accord. Hum, donc oui, vous avez parlé donc de consultation, fin qu'il y a des partis qui vous consultent automatiquement. Mais au niveau du concept de la « démocratie participative » qui circule ces dernières années, il y a aussi l'idée où les associations sont seulement informées de ce qu'il se passe dans la société, d'autres sont consultées comme vous venez de le dire, mais d'autres qui participent effectivement au processus de décision mais c'est très rare de participation. Est-ce que ça arrive parfois ? Parce que je sais qu'en 1999, il y avait, donc quand la Plate-forme venait seulement d'être créée, il y avait la task-force interministérielle qui voulait justement les ministres vous consultait pour avoir l'état de la question. Est-ce que vous pensez que maintenant ce serait encore possible de faire quelque chose comme ça ou alors vous êtes plus dans la consultation ?

Katja : Honnêtement je pense que ce qui jouait en 99 c'est le fait que personne n'y avait encore réfléchi et que euh, il y avait un scandale médiatique sur les bras.

Christine : Ouais.

Katja : Ou la même chose en 2002, affaire Tabitha ou les deux petits de l'avion Sabena hein. Il y a scandale, il n'y a pas forcément une expertise. Il y en avait qui avaient travaillé dessus. Hum. Entre guillemets on voit euh... ça de temps en temps. Par exemple il y a eu, quand il y avait eu un petit de neuf ans qui avait disparu de l'Office des étrangers. Il y a un MENA de l'Office des étrangers qui n'était jamais arrivé en centre d'accueil et puis c'était le centre d'accueil qui a contacté et personne savait où était passé un petit de neuf ans.

Christine : C'était il n'y a pas longtemps ça.

Katja : Oui oui c'était...

Christine : Il y a quelques mois.

Katja : Quatre ou cinq mois.

Christine : Oui j'ai entendu parler de ça.

Katja : Et donc là effectivement il y a eu... en tous cas ce centre d'accueil là qui a été directement convoqué chez Francken du genre... voilà on ne peut pas se permettre ça, comment est-ce qu'on réagit ? Hum... je pense que ça... ça dépend de deux choses. Ça dépend de « est-ce qu'il y a un risque médiatique ? » et euh... ça dépend euh... aussi de la personnalité... euh... des personnes qui gèrent les cabinets et puis aussi du ministre ou secrétaire d'État en question. Hum. Donc ça ça...

Christine : Ça dépend du contexte quoi, sur le moment.

Katja : Ouais ouais, et donc ça j'ai pas l'impression qu'aucun des deux soit en présence pour permettre ça.

Christine : Oui, donc c'est pas continu, c'est ponctuel.

Katja : Oui, parce que... moi à partir du moment où... la question des soudanais est passée... comme ça (rires), si ça ce n'est pas un risque médiatique... bon éventuellement si on a une situation très très trash au niveau des mineurs... mineurs de... de... aller parce qu'on a déjà eu au dessus mais en dessous de 13 ans qui meurt quelque part au Parc Maximilien ou un truc du genre, ou qui se fait notoirement, notoirement je précise, attraper par un pédophile, peut-être.

Christine : Oui...

Katja : Mais c'est d'un cynisme absolu... c'est, on attend la catastrophe médiatique.

Christine : C'est super triste.

Katja : Ah oui c'est très cynique. C'est extrêmement cynique. Ça n'a pas toujours été le cas, non je reviens sur le décret DASPA. Eux, ils n'avaient aucun intérêt forcément à nous consulter. Ils n'avaient pas forcément besoin de passer du temps à... passer du temps sur nos propositions, à les recopier, à avoir des réunions là dessus. Ils l'ont fait mais je pense que c'était, voilà, à l'époque on avait un ministre qui... de un était ouvert et un chef de cabinet qui était ouvert à ça et hum... et qui ne se sentait pas mis en danger par ça.

Christine : Oui.

Katja : Il y a aussi peut-être un peu de ça. C'est-à-dire que je pense que si t'as une position où euh... je pense que si la personne se sent parfaitement légitime et pas attaquée et à ses responsabilités, il y a des fois d'autres approches mais bon, voilà je pense aussi que ça dépend de la vision de l'associative, si c'est un... la vision de l'associative militant, version, on ne veut pas de règles...

Christine : On change le système !

Katja : On change le système, limite anarcho-gauchiste etc. Ou est-ce qu'ils nous voient comme, moi j'ai tendance à nous voir plutôt comme des chiens de garde par rapport à l'accès et l'implémentation des droits.

Christine : Ouais.

Katja : Et c'est notre approche. Après soyons clairs, les militants un peu extrémistes ça existe aussi et puis bon ouais c'est la diversité de la population hum...

Christine : Mais être militant ça peut aussi avoir des désavantages, que voilà si ils voient qu'on les attaque, ils vont reculer.

Katja : Oui à mon avis c'est un peu de tout ça.

Christine : Oui, hum. Maintenant je vais me focaliser plutôt sur hum... L'opinion publique.

Katja : Oui

Christine : Parce que ces dernières années, on voit une grande évolution, fin partis populistes, xénophobie, peur, construction de murs, tous ces changements dont on est tous au courant. Est-ce que, est-ce que vous voyez genre une différence par rapport à avant ? Au niveau du soutien du public ?

Katja : Une polarisation. Pour moi c'est vraiment une polarisation. C'est-à-dire que hum... à la fois il y a une normalisation d'un discours extrême pour moi personnellement je trouve inquiétant et clairement il a eu lieu hein. Ce qui est considéré comme le petit pourcentage qui osait dire des choses absolument aberrantes, ça a été normalisé et voilà, et j'assume parfaitement ce que je dis hum... Francken a une responsabilité là dedans parce qu'il y a des discours où tu dis « il y a dix ans »...

Christine : Ça ne serait pas passé

Katja : Oui oui oui n'importe quelle personne qui n'avait même pas fonction publique aurait été lynchée par rapport au fait que c'était un tel manque de nuance et de respect inhérent que euh ce n'était pas possible.

Christine : Hmm.

Katja : Donc ça il y a eu, pour moi il y a eu un glissement vers une normalisation d'un discours extrême, et en même temps il y a eu une mobilisation de personnes qui étaient neutres.

Christine : Ouais.

Katja : C'était un double mouvement, des personnes qui avaient pas forcément réfléchi à la question n'avaient pas forcément de position, n'était pas forcément en contact... Et puis hum... je pense que l'humain a... a fait en sorte que les gens se disent, et peuvent peut être en contraste avec hum... cette normalisation de discours, on ne peut pas rester neutres. La neutralité n'est plus une option.

Christine : Hmm.

Katja : Et quelque part j'ai l'impression que dans les deux cas, la neutralité semble, ne semble plus être une option. Hum... Je ne parle pas de la vision de migration mais de le... le fait de... Après c'est un... C'est intéressant cette question, je... avant que, avant de... je peux te tutoyer ?

Christine : Oui bien sûr ! (rires)

Katja : Avant que t'arrives, il y a le baromètre du Soir qui était sorti...

Christine : Oui, sur Bruxelles qui...

Katja : Oui, en fait ce que je trouve étonnant c'est que par exemple sur une question... des soudanais... En fait le, le rapport de force... bon excepté que Bruxelles est plus progressiste sur un peu tout...

Christine : Oui j'ai lu ça aussi...

Katja : Mais hum... n'était pas du tout pareil dans le sens où si tu voyais des soudanais bah t'avais vraiment une nette majorité des flamands qui étaient pour leur renvoi.

Christine : Hmm.

Katja : Par contre par rapport... et les wallons beaucoup moins... Mais par rapport à l'accueil des transmigrants, les flamands étaient nettement plus pour que les wallons... ce qui semble contradictoire.

Christine : Oui.

Katja : Et... c'est là où aussi hum... ouais... Il y a... je sais pas... Il y a presque un truc sémantique sur hum...

Christine : Il y a des nouvelles classifications.

Katja : Oui ! Et puis quel humanitaire on trouve acceptable ? Bah c'est presque du genre « bon bah si c'est... si c'est la rue et les besoins primaires, bah on trouve ça un peu plus acceptable d'avoir les gens à la maison. Par contre l'humanitaire qui est entre guillemets nous en demanderait plus, même si c'est faut hein, de vraiment accueillir, ça n'est pas facile. J'explique pas entièrement mais je trouve que cette contradiction est intéressante, c'est-à-dire qu'on est plus prêts...

Christine : Sur le court terme ?

Katja : Oui sur le court terme et des besoins primaires mais de... de se dire qu'on a une empathie qui va jusque là mais dès qu'on a l'impression que ça touche au système ou une obligation, alors on n'en veut plus. Tandis que l'enjeu est une autre question et bien... peut-être bien plus réelle, de vie ou de mort si tu renvoie un soudanais chez lui.

Christine : Oui.

Katja : Et donc quelque part on est sur... oui ben je pense qu'il y a... moins ce qui m'inquiète à la limite le plus sur le long terme c'est le glissement par rapport à l'État de droit, et par rapport...

Christine : Les règles démocratiques...

Katja : Oui, et même par rapport à la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Christine : Oui

Katja : C'est-à-dire que tu commences à avoir des discours, un discours relativiste.

Christine : Toutes les valeurs universelles qui sont complètement...

Katja : Oui ! Je veux dire ici on est dans les système d'ironie parfait où en Flandre, on demande aux primo-arrivants de sous-signer un contrat d'intégration comme quoi ils vont respecter la Convention européenne des Droits de l'Homme, et puis on a un gouvernement qui n'arrive même pas à respecter son article 3 de non refoulement et de non renvoi de personnes où il y a un risque de traitement inhumain et dégradant.

Christine : Ouais.

Katja : L'incohérence entre ce qui est déclaré et ce qui est fait a augmenté je pense.

Christine : Hmm.

Katja : Hum... Et je trouve que ça complique de temps en temps... ouais. Et la... je veux dire il y a quand même plusieurs choses qui touchent presque à la séparation des pouvoirs, à l'indépendance, la magistrature... Je veux dire le nombre de remarques là, venant de dignitaires N-VA sur comment les juges devraient faire leur boulot, pour moi ça c'est une atteinte stricte et directe de la séparation des pouvoirs !

Christine : Oui bien sûr.

Katja : Et ça c'est un glissement dangereux et quelque part ce qu'on a vu à chaque fois c'est, on teste sur les migrants ce que l'on va tester sur le restant de la population.

Christine : Vous considérez cela comme un glissement vers l'autoritaire ?

Katja : Oui.

Christine : Et hum... Est-ce que... et donc le fait que donc toute cette augmentation du sentiment de peur et de rejet des autres, vous trouvez que ça a un impact sur votre travail de plaidoyer ? Fin de la part de la société civile je veux dire. Genre pour les sensibiliser, est-ce que c'est plus difficile ? Ou est-ce que le fait que justement vous travaillez pour les, pour des enfants qui... ça devrait plus les toucher... Est-ce que ça a un impact ou alors pas tellement ?

Katja : Alors ça touche un peu plus. Par contre c'est pas du tout évident de toucher les non convaincus.

Christine : Oui.

Katja : Ça reste fondamentalement un défi parce que ce qu'on avait maintenant, ce qu'on ne voyait pas avant c'est des attaques directes hum... Bah je pense même sur notre site on a été, on nous a accusé d'alimenter la traite des êtres humains et voilà... des choses... presque une diabolisation de ce qu'on faisait et puis bref... ou un discours « si tu veux les accueillir, accueille les toi-même » (rires)... on est d'accord hein, ça ne facilite pas le discours... Mais vraiment presque une haine, des déclarations de haine publiques ou par... par notre site, on n'avait jamais eu ça avant. Vraiment jamais eu et maintenant ça, on a de temps en temps mais maintenant ça reste dérisoire par rapport aux messages de soutien hein.

Christine : Hmm.

Katja : Donc c'est nouveau, on va dire ça comme ça. Hum... ouais.

Christine : Mais en général, ça ne vous touche pas plus que ça ? Fin au niveau de ce que vous essayez d'accomplir ?

Katja : Non. Non en même temps il y a aussi beaucoup de citoyens, de citoyens lambda qui viennent s'intéresser à... à des choses auxquelles ils avaient jamais été confronté, ça c'est... De nouveau, le mouvement est un peu double.

Christine : Oui il y a ceux qui vont vers l'extrême, de la fermeture et puis sont... justement ils se rendent compte que c'est pas vraiment une bonne idée.

Katja : Ouais mais c'est un...

Christine : Ben si je pose ces questions c'est par rapport à une étude qui est sortie l'année passée... « Noir, jaune, blues ».

Katja : Hmmm

Christine : C'était une comparaison entre comment l'opinion publique belge a évolué de 1997 euh... donc juste après tout le mouvement de la marche blanche etc. et jusqu'en 2017 et notamment l'impact de... des attaques terroristes et on voit vraiment que... qu'il y avait vraiment une énorme polé... polarisation entre les citoyens, un nouvel axe de clivage politique on disait, ceux qui étaient complètement fermés à l'autre, ceux qui étaient plus

ouverts, puis ceux qui euh... qui soutenaient le système traditionnel donc l'État, les élites, et ceux qui étaient complètement...

Katja : Hmm

Christine : Antisystème et qu'on voit que... voilà c'est gens vont dans l'extrême...

Katja : Pour moi l'enjeu c'est hum. C'est pas que j'ai abandonné sur les extrêmes, mais on touche le segment du milieu.

Christine : Hmm, les ambivalents, ils sont appelés comme ça.

Katja : Ouais... parce que... je suis pas du tout de l'opinion que quelqu'un qui entre guillemets qui « regrette » que les gens sont là, sont fondamentalement racistes. Je peux parfaitement comprendre... je veux dire, ils foutent des centres d'accueil de mille personnes dans un village de mille personnes, un petit peu nulle part et là ils n'avaient jamais vu quelqu'un d'une autre religion etc. et après on s'étonne que ça se passe... en tous cas initialement les gens sont pas super enthousiastes. Non je ne pense pas que c'est raciste, heu... il y a... On crée aussi des conditions de la polarisation hein. Dans la manière dont on accueille, dans la manière dont on a organisé les choses... euh... entre guillemets on « crée » les sources de polarisation.

Christine : Hmm.

Katja : Hum... et euh... entre guillemets je veux dire que moi je suis animée par un discours on va dire droits de l'homme mais en dehors de ça je peux parfaitement prendre un discours aussi réaliste, de dire que je comprends, vous auriez préféré que ces gens n'arrivent pas. Par contre, maintenant, ou on se met la tête entre les jambes et on...

Christine : On fait l'autruche.

Katja : Oui on fait l'autruche et voilà. Ou on reconnaît la réalité. Maintenant la question c'est : est-ce que maintenant on va essayer de construire une société avec eux pour que tout le monde trouve sa place ? Ou est-ce qu'on va être tellement focalisés sur un, je voudrais que la situation soit autrement, et on va laisser dégénérer ça.

Christine : Hmm.

Katja : Finalement, en dehors d'un discours de solidarité, je pense que des fois faut aussi pouvoir essayer de rallier les gens sur un discours réaliste. Ok. J'entends bien.

Christine : Oui.

Katja : Je ne te trouve pas une horrible personne parce que tu aurais préféré que ton village reste comme tu l'as toujours connu. Hein ?

Christine : Hmm.

Katja : Très bien ! J'entends bien mais maintenant la réalité c'est ça. C'est comme la réalité, il se passe un truc dans ta vie que c'est pas prévu, alors ou tu passes ton temps à résister à ça, et tu t'épuises. Ou on construit quelque chose qui tienne la route et on apprend du passé. Mais là on ne fait aucun des deux.

Christine : Hmm.

Katja : On laisse pourrir la situation par rapport à des gens beaucoup plus traumatisés qu'on assimile aux deuxièmes, troisièmes génération, mais qu'on accueille encore de manière pire que les gens qui sont arrivés dans les années 60. Et on espère que ça va donner un meilleur résultat avec des gens qui ont des traumas de guerre inimaginables !

Christine : Hmm.

Katja : Fin je veux dire c'est... à la limite, je veux dire si tu le fais pas pour eux, fait le pour toi ! C'est heu à un moment, je me dire peut-être qu'il faut presque essayer ce discours là hein... De dire voilà, le truc c'est que nous on va pas pouvoir renvoyer tout le monde, les gens vont continuer à arriver, alors ou on encadre ça correctement, ou on va avoir des personnes qui vont être dés-... en dehors de la société avec d'énormes fragilités, et je ne sais pas dans quelle société miraculeuse tu espères que ça, ça va créer une société agréable pour tes enfants.

Christine : C'est clair. Mais je pense que les gens répondront... ils répondent plus à ce genre de remarque.

Katja : Oui, les discours généralistes de... Après c'est parce qu'on a perdu la peur qu'on ne comprend plus pourquoi la séparation des pouvoirs est tellement importante, pourquoi on a besoin d'un judiciaire indépendant, pourquoi même pour une, les personnes comme Dutroux ou Abdeslam ont besoin d'un avocat qui fait son boulot.

Christine : Oui.

Katja : Oui fin ça c'est un autre débat (rires). J'ai fait sciences po aussi donc...

Christine : Oui j'ai vu (rires).

Katja : Donc je peux gentiment me prendre la tête sur plein de choses (rires).

Christine : Non mais c'est bien, comme ça vous comprenez où je veux en venir. Mais maintenant on va passer à complètement autre chose.

Katja : Oui.

Christine : Plus, comment vous vous organisez en tant que Plate-forme, donc vous êtes hum... vous réunissez cinquante membres, des ONG. Hum. Selon vous, quelles sont les raisons, les motivations, pourquoi une ONG ou un ASBL va se dire « tiens, je vais rejoindre la Plate-forme Mineurs en exil » ?

Katja : Hum de un, par le constat hyper pragmatique que tout seul, on ne s'en sort pas dans cet...

Christine : L'union fait la force.

Katja : Ouais. De deux, l'information est un outil de travail, qu'il soit individuel ou collectif et que... Il y a tellement de choses qui bougent que euh... C'est un enjeu à part entière. Hum. C'est aussi un secteur où on a besoin toujours de nouvelles perspectives et c'est que dans l'échange que ça arrive. Et de trois, parce que euh. Si on veut que quelque chose change à nous tout seul, on pèse absolument pas lourd. Et donc l'importance du collectif par rapport à ça... est assez important. Et après je pense que... solitude / besoin de transversalité, c'est-à-dire que on se rend compte que... tu peux pas travailler sur la qualité de procédure si tu travailles pas sur la qualité de la santé mentale. Tu ne peux pas travailler sur l'insertion

socioprofessionnelle si tu ne travailles pas sur les questions de l'enseignement et l'accompagnement par un tuteur.

Christine : Oui tout est lié.

Katja : Tout est lié et hum...

Christine : C'est ce que vous avez dit au début.

Katja : Oui et je pense que... je pense que c'est ça mais faudrait leur demander à eux hein (rires).

Christine : Oui ça c'est prévu, ça c'est après (rires). Et c'est quoi votre rôle en tant qu'organisme qui fait ce partenariat, qui...

Katja : Hmm, après tout le monde va avoir une lecture personnelle mais pour moi c'est pour faire émerger les préoccupations, euh... ce qui fait que les gens déposent beaucoup. Et puis essayer d'avoir comme hum... allumette de transformation. C'est-à-dire qu'à partir de ces constats qui sont négatifs et souvent qui sortent par épuisement des gens, de comment est-ce qu'on transforme ça en une recommandation politique. Et quelque part aussi une énergie positive pour que les gens oui... parce que... en tous cas moi je viens d'un mémo de travail, je n'ai pas qu'une fonction de plaider, je vois bien que c'est un endroit où les gens ont besoin de déposer avant de pouvoir se recharger en énergie.

Christine : Oui.

Katja : Et donc il y a un mouvement de la situation humaine, une anecdote, à une généralité. Il y a la question de... du défi à la recommandation positive et la question de... dépôt d'énergie négative, presque de l'énergie positive. Je sais pas comment l'expliquer autrement, mais j'ai l'impression que c'est les trois éléments qui hum... Et donc, je pense que pour ça c'est un mélange d'écoute et de cadrage. Parce que... en même temps, en tous cas le groupe MENA est quand même pour l'instant il y a beaucoup de gens qui viennent...

Christine : Oui ?

Katja : Et donc ça ne peut pas juste devenir une heure où on papote et on lâche tout ce qui ne va pas. Il y a besoin que... de fixer des objectifs et de recadrer les hum... donc moi généralement je laisse une demi-heure de (elle souffle) (rires), ça sort, mais après faut transformer ça.

Christine : Et vous vous rencontrez souvent ? Fin comment ça fonctionne ?

Katja : Euh, chaque six semaines plus ou moins.

Christine : Ah oui quand même c'est souvent !

Katja : Oui...

Christine : Et en général, il y a tout le monde qui vient ? Parce qu'il y a des membres mais aussi des observateurs et...

Katja : Oui disons que les membres et observateurs... ça c'est variable parce que les observateurs sont quand même toujours assez présents mais c'est notamment des organismes qui peuvent pas se positionner politiquement.

Christine : Hmm.

Katja : Hum... mais qui eu ont besoin justement du feedback du terrain pour justement se positionner plus justement mais en... plutôt officieux hein. Si on parle du médiateur fédéral, officiellement il ne va pas prendre des positions contre euh... la politique de truc machin chouette.

Christine : Ouais.

Katja : Par contre avoir une réelle vision du terrain pour pouvoir situer leurs plaintes... et après éventuellement euh... demander une enquête officielle sur certaines thématiques récurrentes, voilà. Donc c'est... il y a un équilibre dans la matière. Hum. Le groupe MENA c'est quand même le plus gros en ce moment. Généralement, je dirais plutôt autour d'une quinzaine de personnes mais la dernière fois on était 32 donc euh (rires).

Christine : Ah oui quand même !

Katja : C'est un peu ingérable, donc en fait je vais devoir restreindre la... le nombre de participants parce que c'est plus possible, surtout que maintenant on va commencer sur maintenant sur quand même les élections, déjà au niveau fédéral.

Christine : Ah oui.

Katja : Parce que, entre guillemets, on aimerait bien influencer avant que les différents programmes des partis sortent et puis on peut, on veut encore influencer au moment où vont commencer à se concerter entre eux.

Christine : Oui, oui.

Katja : Mais donc vu qu'il y a les élections donc communales à... en automne, en fait on a eu le signal que tout le monde va finaliser ses programmes électoraux déjà en août.

Christine : Ah oui, c'est toujours le rush !

Katja : Ah oui c'est, c'est un peu plus... on était censé avoir un peu plus de temps, donc non (rires). En même temps si tu veux influencer pendant leur cours de rédaction et puis après t'as toujours encore un moment où ils peuvent... mais euh... si tu veux multiplier tes zones d'influence euh...

Christine : Mais, et ça fonctionne comment ? Vous vous répartissez les tâches ou ?

Katja : Hum (rires), euh... généralement si je... généralement, on fait quand même, je veux dire, 80% du travail hein, largement. Moi c'est plus quand j'ai besoin de témoignages, quand j'ai besoin euh... de trucs assez ciblés, parce que tout le monde est surchargé dans le travail, c'est euh... d'avoir quelque chose de très limité qu'on leur demande. Hum mais par exemple la rédaction de nos (incompris) c'est euh... je prends leur feedback, tout ce qui est sorti, je fais un premier draft, on en rediscute, on en rediscute et on en rediscute, on en rediscute. Hum... si c'est pour des projets plutôt de recherche, c'est surtout des transferts de dossiers, de témoignages, tout ce qui peut illustrer, d'autres types de documents mais euh... entre guillemets du moins tous ceux qui ont vraiment un service de première ligne, font quasiment pas de travail de rédaction, ils font de l'accompagnement social et tout le monde est là au niveau charge de travail quoi. Hum donc voilà, je pense que ça... c'est plutôt ça.

Christine : Oui, et heu... ça ce serait plutôt une question pour les membres. À mon avis ils doivent quand même ressentir une, fin ceux qui sont, qui font aussi du plaidoyer. Parce qu'il

y a ceux qui sont en première ligne et par exemple Mentor-Escale, est-ce que vous pensez que euh... Faire partie de la Plate-forme ça a d'office une influence sur leur plaidoyer. Fin ça a une portée beaucoup plus large oui.

Katja : Oui, mais ce serait intéressant parce qu'on est tellement dedans que ce serait intéressant d'avoir un regard extérieur sur ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas.

Christine : Je peux vous envoyer mon mémoire quand ce sera fini (rires)

Katja : Oui oui mais comme vous voulez !

Christine : Hum... Est-ce que vous avez d'autres partenariats ? Fin pas seulement avec des ASBL ou des ONG mais avec les médias, ou avec des universités par exemple ?

Katja : Ouais. Euh de manière ad hoc, alors bon les médias on n'a pas forcément de partenariats fixes par contre il y a clairement des journalistes avec lesquels on a une réelle relation privilégiée qu'on a besoin de sortir quelque chose quand eux ils ont une question, ils vont être, voilà, on va être mutuellement la première personne de contact. Hum... Parce que mine de rien ça fonctionne un tout petit peu comme ça... Fin pas sur un... des affinités mais si un média te reconnaît une certaine expertise, ça facilite le travail après quoi.

Christine : Oui

Katja : Hum... Par rapport aux universités, justement à quatre heures j'ai un rendez-vous donc on... on est dans certains comités de pilotage de différentes recherches, euh... beaucoup avec l'Université de Gand, qui a fait ben... toujours beaucoup travaillé sur les MENA. On est sur un autre comité de pilotage mais donc là c'est une haute école du côté flamand, Odyssée, sur tout ce qui est... mais donc avec l'Université de Gand on est sur tout ce qui est transmigration, sur Odyssée on est sur la question de, moins MENA mais sur la question de la résilience des familles en exil. Hum... On est de temps en temps consultés sur différentes recherches notamment... ben il y a la question de l'autonomie, actuellement au niveau de la VUB, hum... voilà donc ça ça dépend un tout petit peu... Hum et puis, mais moi plutôt du côté flamand j'ai écrit de temps en temps des articles pour hum... les publications universitaires, de l'Université d'Anvers et des choses comme ça, mais euh voilà.

Christine : Oui donc ça c'est plus échange d'information, c'est pas tellement...

Katja : Ouais hum... oui, après il y a certains centres de recherche universitaires en Angleterre avec lesquels on a des relations un peu privilégiées.

Christine : Ah oui ?

Katja : Hum... on fait l'Université du Bedfordshire qui travaille sur tout ce qui est travail social et hum... voilà il y en a quelques uns euh... Notamment avec (incompris)... Mais voilà ça c'est un peu de manière ad hoc en fonction de...

Christine : Oui ok merci. Hum... On va arriver sur la fin hein... Si vous aviez une baguette magique, qu'est-ce que vous feriez ?

Katja : Ah ! La fameuse question de la baguette magique ! (Rires)

Christine : Qu'est-ce que vous changeriez et pourquoi ?

Katja : Hum... par rapport à mon travail ou par rapport à l'accompagnement des MENA ?

Christine : Par rapport euh... ça peut être par rapport au monde ou par rapport à ce que vous voulez, ce qui vous passe par la tête.

Katja : Moi spontanément ce serait euh... revoir la manière dont on accueille. Et accueil dans le sens le plus large. C'est-à-dire d'avoir un système qui euh... limite au grand maximum les violences institutionnelles qu'on fait subir aux jeunes parce que notre système est inhéremment violent. C'est-à-dire qu'on impose des ruptures, on passe notre temps, dans la manière dont accueille, on accumule les ruptures. On fait un jeune classique va arriver en COO quinze jours, puis on va le bouger, il va rester en collectif. Pour l'instant il y a tellement de transferts disciplinaires, il y en a quasiment 800 par an, donc heu... il va en faire quelques uns. Donc, il a déjà connu on va dire en moyenne, le jeune, il va connaître six centres en moins de deux ans. Pour quelqu'un qui n'a connu aucune stabilité émotionnelle probablement pendant les deux années de migration avant.

Christine : Oui.

Katja : Qui doit refaire confiance à des adultes. Mais les adultes, ben déjà il y a un tuteur. Si ça marche bien, probablement deux ou trois voilà. Si il y a un problème avec un tuteur parce que...

Christine : En général ça se passe bien ou il y a beaucoup de problèmes ?

Katja : Ça dépend.

Christine : Oui.

Katja : Ça dépend vraiment beaucoup. T'as tous les extrêmes. Puis tu vas avoir hein, parce qu'il va y avoir déjà entre le tuteur et le fait que tu changes de centre, tu vas avoir huit éducateurs différents, tu vas avoir vu sept ou huit assistants sociaux, éventuellement trois ou quatre pys. Si t'as de la chance, un ou deux avocats donc euh... Là quand même une vingtaine de personnes, et personne qui reste, à l'adolescence où justement, n'importe quel ado teste les personnes pour savoir qui reste. C'est ça que tu fais par rapport à tes parents et tu testes pour savoir est-ce que quelqu'un m'aime encore ou sera dispo pour moi, même si je suis chiant, même si je bouscule les règles mais ouais... C'est à ça que ça sert. Et donc on a tout un système qui ne permet pas ça. Et il ne permet fondamentalement pas de vivre cette phase qui est essentielle, qui est l'adolescence de manière sécurisante, et ça va avoir des conséquences. Parce que, déjà l'enfance elle a été plus que en rupture.

Christine : Hmm.

Katja : Tu permets même pas une adolescence et après tu... t'espères qu'il y a un adulte parfaitement censé qui vont en sortir ? Ils ont une résilience de dingue hein. C'est pas que des jeunes vulnérables. Moi je suis admirative par rapport à ces jeunes. Je veux dire avec un sens de l'humour, de l'énergie, une envie de survivre et de se battre qui est absolument dingue. Mais faut arrêter de la détruire par rapport à toutes les ruptures qu'on instaure. Donc pour moi ce serait de l'accueil et un accompagnement à petite échelle avec un ancrage local. Il faut qu'on arrête de les déménager hum... à gauche et à droite et qui permettrait aussi, pour les communautés locales de s'organiser hum... Tout le monde prend sa part, une gestion solidaire, hum... avec les écoles qui ne sont pas surchargées etc. et euh... des jeunes qui arrivent dans des assez petits groupes, pour pouvoir s'intégrer localement parce qu'il n'y a pas d'effet de masse qui va faire peur à des populations locales et donc ça va diminuer aussi la résistance.

Christine : Oui, ils ont besoin de racines, de...

Katja : Oui je veux dire tu peux pas... fin un gamin qui est profondément déraciné, de dire à chaque fois quand tu commences à t'accrocher à quelqu'un etc. on te coupe.

Christine : Oui.

Katja : Je veux dire, pour moi ça c'est de la violence institutionnelle et elle est institutionnalisée. Elle est organisée comme ça. Et ça euh... moi je pense pas qu'on puisse... je veux dire, ce ne sera que au mérite entièrement personnel qu'ils s'en sortent.

Christine : Oui, on ne les aide pas pour évoluer...

Katja : Non, donc voilà, surtout je veux dire quand tu vois dans tout ce qui est aide à la jeunesse, on est d'accord pour qu'il faut désinstitutionnaliser, il faut laisser en milieu de vie bazar, truc, machin.

Christine : Oui

Katja : Tout ce qu'on a... tous les principes qu'on voit par rapport à des jeunes belges, on applique le contraire. Et puis c'est de dire ben voilà, ils ont tellement déjà vécu de choses, un truc en plus ça ira ! Ceux qui ont déjà été résistants sont encore dix fois plus résistants que les autres.

Christine : Ils ont pas le temps de souffler.

Katja : Ouais, ça ce serait...

Christine : Ce serait l'idéal.

Katja : Voilà.

Christine : Et est-ce que pensez qu'on serait capable de faire face à toute cette montagne de problème, fin qu'est-ce que, quelles sont vos perspectives pour le futur ?

Katja : (Elle grimace).

Christine : Ou alors vous êtes complètement désespérée (rires) ?

Katja : Bah c'est clairement la période la plus cynique que j'ai connu jusqu'à présent. Hum... en attendant il y a des gens, il y a des nouveaux acteurs, il y a des nouvelles énergies donc là il y a peut-être quelque chose sur lequel s'appuyer. Est-ce que je pense que avant les élections il se passe quelque chose ? Non. Je crains qu'on va être quelque part en stand-by ou plutôt en essayant d'éviter le pire, jusqu'aux prochaines élections de 2019. Hum... Et même, en même temps, même entre guillemets (rires), heu si on ne change pas de coalition de gouvernement, il est assez, vu que... on ne va pas avoir quelqu'un qui est aussi doué techniquement, charismatiquement et communicationnellement dans le même domaine donc faut peut-être pouvoir quand même obtenir autre chose même si fondamentalement la ligne de gouvernement ne va pas fondamentalement changer. Hum... donc là je, après je pense qu'on va se retrouver avec le même gouvernement mais on ne va pas se retrouver avec le même secrétaire d'État. À la limite rien que le fait qu'il veuille partir à l'Europe, déjà ça me fait peur (rires) ! On ne va même pas... fin bon voilà... Donc c'est... à chaque fois on s'était dit un peu de manière informelle « mais pfff, il a que 38 ans, on va se le coltiner encore 30 ans celui-là, d'une manière ou d'une autre »... et c'est pas, je veux dire c'est pas une question de couleur politique, c'est vraiment une vision de l'être humain qui me semble antinomique par rapport à une question de droits de l'homme, c'est pas... à la limite je trouve que c'est un des secrétaires d'État les plus brillants et les plus intelligents qu'on ait

jamais eu ! Il est absolument brillant. Il maîtrise tous les aspects. C'est juste le fondamental sur lequel on n'est pas d'accord.

Christine : Oui.

Katja : Mais hum... je sais pas je... hier j'avais un entretien avec un petit jeune de rhéto et heu. Puis quand je me suis posée la question je me dis « ah, ben en fait, j'ai de l'espoir ! » (rires).

Christine : Oui hein ! Ben apparemment si vous avez beaucoup d'entretiens avec des mémorants...

Katja : Ouais et je pense que là aussi je me dis, c'est un... Il y a quelques années on parlait de MENA, personne n'en avait entendu parler. Là au niveau du nombre de personnes qui font des mémoires sur les MENA je me dis ok ! Ça veut dire qu'il y a une prochaine génération qui va savoir et puis voilà je pense que les questions que je reçois ce sont des questions intelligentes tu vois ? C'est un... c'est... en tous cas qui reste dans la nuance humaine, qui pose la question de quelle société est-ce qu'on veut construire. Et après, je pense que la diversité des opinions politiques fait partie et heureusement ! Moi ce qui me pose problème là pour l'instant... Ce qui me fait le plus peur c'est des fois c'est quand on n'est plus dans du politique ou de l'idéologique on est vraiment sur quelque chose qui... qui presque appartient à la vision de l'être humain et on est même... Si on n'arrive même pas à être d'accord que toute personne mérite dignité, une place dans la société...

Christine : Oui.

Katja : Là, la discussion devient compliquée ! Je préférerais autant des discussions sur quel type de place, et comment est-ce qu'on doit mettre et les responsabilités individuelles et collectives etc. Fin voilà, il y a des conservateurs, des progressistes, des plus libéraux version américaine ou autres. Mais voilà, il y a de tout, heureusement. Par contre, si je dois commencer à discuter là dessus, sur le bien fondé de simplement un être humain est un être humain à part entière. Donc quelque part, moi la seule chose que je me dis, c'est qu'à moins qu'ils mettent Sarah Smeyers, mais elle est, elle a un charisme de crapaud donc je pense que... ils ne vont pas prendre le risque. Mais euh... au moins j'espère que le prochain secrétaire d'État en la matière, on ne devra pas discuter de ça.

Christine : Oui, mais c'est remettre en question le 1^{er} article de la Déclaration des Droits de l'Homme quoi. La dignité humaine, c'est la base.

Katja : Ouais mais c'est... c'est...

Christine : On pensait que c'était acquis, mais apparemment pas.

Katja : Oui et en fait c'est ce que... c'est vraiment de l'ironie. C'est de dire, tout le discours c'est sur « les étrangers mettent en danger notre vision du droit », et c'est dans là, le discours anti-étranger qu'on déconstruit nous-même... et je veux dire nous-même dans la société... et qu'il sont en train de déconstruire eux-mêmes notre adhésion à ce qui fait soi-disant des valeurs européennes.

Christine : Hmm. Oui

Katja : Je veux dire, c'est une contradiction sans fin.

Christine : Oui

Katja : C'est hum... ben voilà. Moi je me dis que tant qu'il y a des gens qui ont l'énergie de se battre et... pas se battre contre mais se battre pour... je pense que...

Christine : Il y a de l'espoir.

Katja : Une chose que je n'ai pas dite et ça je trouve est très importante dans le plaidoyer, c'est hum... ne jamais, jamais personnaliser le conflit. Pour être légitime au niveau d'un plaidoyer, c'est-à-dire que quand on est conflictuel par rapport à une position, par rapport à une proposition de loi, par rapport... ne jamais personnaliser le conflit.

Christine : Personnaliser dans le sens ?

Katja : C'est-à-dire que telle personne est nulle, c'est toujours revenir à le pourquoi tu es contre une position. Et donc là, pour moi c'est un principe déjà interpersonnel hyper important, c'est tu, si tu critiques quelqu'un c'est pas pour qui il est, c'est pour son comportement.

Christine : Oui

Katja : Même chose au niveau plaidoyer et des fois c'est ça qui fait la différence entre... on est considéré comme entendable en tant qu'ONG ou pas. Quand on est dans la diabolisation du personnage et par exemple avec Francken ça a facilement pu être le cas notamment par certains groupes, tu n'es plus entendable.

Christine : Oui la crédibilité...

Katja : Et, et, quelque part, de manière aussi compréhensible, c'est-à-dire qu'on, je veux dire que si notre principe c'est que dans nos relations interpersonnelles, quand tu es en conflit, tu es en conflit avec quelque chose, sur un comportement, sur une attitude... Mais fondamentalement, tu ne, en principe, dans l'interpersonnel, tu ne vas jamais mettre de qualificatif sur qui est profondément quelqu'un. C'est quelque chose que tu ne peux pas toucher. Ce qui est compliqué c'est de nuancer mais c'est quand même le but dans les relations, dans n'importe quelle relation, c'est de pouvoir être en conflit sans toucher à l'essence de la personne.

Christine : Oui

Katja : Ça veut dire, c'est le même principe, et ça je pense que c'est ; ça reste important comme positionnement parce que ça veut dire que tu déranges les gens mais ils te respectent parce qu'ils te sentent respectueuse malgré tout. Hum je pense que c'est important. Voilà.

Christine : En tous cas merci !

Katja : Pas de soucis !

Christine : C'est fini pour le moment. Voilà. C'était vraiment très instructif !

Katja : Tant mieux !

2.2. Retranscription Mentor-Escale

Entretien avec Bénédicte Adnet, directrice de Mentor-Escale, réalisé par Christine Baggio, à Bruxelles, le 28 mars 2018.

Christine : Bonjour !

Bénédicte : Bienvenue !

Christine : Merci ! Hum... Est-ce que vous pouvez vous présenter en quelques mots et l'association Mentor-Escale ?

Bénédicte : Ok, alors moi c'est Bénédicte Adnet, je suis directrice générale de Mentor-Escale euh... depuis neuf ans je pense. Mentor-Escale depuis 23 ans, on accompagne les mineurs étrangers non accompagnés. Il y a deux gros axes principaux. D'une part, l'accompagnement à l'autonomie des MENA qui sont reconnus réfugiés ou bénéficiaires d'une protection subsidiaire. Donc c'est des jeunes qui doivent quitter les structures d'accueil et aller vivre seuls. Et donc là, on a deux types de jeunes entre guillemets je dirais, les jeunes qui vont se retrouver dans les logements qu'on appelle troisième phase et qui sont des sortes de logements supervisés.

Christine : Hmm.

Bénédicte : Et donc là on a plus ou moins, on a vingt logements qui sont des logements supervisés. Et puis on a les jeunes qui vont soit quitter ces logements troisième phase soit aller directement de la deuxième phase vers l'autonomie complète donc dans un logement privé et donc qu'on accompagne également. On peut les accompagner au niveau individuel jusqu'à 20 ans.

Christine : Hmm.

Bénédicte : Donc on a un axe suivi individuel et un axe suivi collectif. Les activités collectives sont ouvertes jusqu'à 26 ans.

Christine : Oui.

Bénédicte : Et donc on a toute une équipe pluridisciplinaire qui va accompagner les jeunes au niveau du développement de leur autonomie pour leur permettre progressivement d'acquérir les outils pour se débrouiller par eux-mêmes. Ça c'est le premier axe principal, je veux dire, vous avez besoin que je détaille plus ou ?

Christine : Euh, mais de toute façon il y a beaucoup d'informations sur votre site aussi.

Bénédicte : C'est ce que je me disais (rires). Et donc il y a le projet d'accueil qui a été créé en 2016. Où là le projet permet une alternative à l'accueil en structure d'accueil collective pour les jeunes ou les plus vulnérables. Des jeunes qui... voilà, qui ne se trouvent pas bien dans le centre et souhaiteraient être pris en charge par une famille, donc ça c'est un nouveau projet, fin il est assez récent en Belgique. Donc on, il y a l'axe francophone. Nous on représente l'axe francophone et bruxellois francophone et il y a Minor-Ndako qui s'occupe, avec les Pleegzorg, du côté néerlandophone mais c'est deux dynamiques lancées en même temps. Et donc on a je crois, depuis le début du projet, accueilli 46 enfants en famille. Et je pense que maintenant pour le moment on en a en parallèle... On a une trentaine.

Christine : Je pense que j'ai été à une de vos séances d'information, on s'est déjà parlé sur Facebook pour apporter de la nourriture à une des séances d'information (rires) sur ce projet là je pense, c'était il y a quelques mois. Vous en avez fait un avec la Plate-forme Mineurs en exil aussi qui était là je pense.

Bénédicte : Mais là c'était dans le cadre de la Plate-forme citoyenne ?

Christine : Non, c'était vraiment pour... ça visait les familles qui étaient intéressées par le projet, non ?

Bénédicte : Hmm. Parce que ce que j'ai fait il y a quelques mois c'était dans le cadre de la Plate-forme citoyenne. C'était Katja de la Plate-forme qui faisait une information. Donc ça c'était un peu en dehors Mentor, fin finalement j'ai présenté le projet famille, mais là c'était par rapport aux constats sur la Plate-forme hébergement, ben qu'il y avait plein de gens qui hébergeaient des MENA et qui avaient aucune information.

Christine : Oui, c'est très important.

Bénédicte : Et c'est plus une initiative personnelle, il faut qu'il y ait de l'information qui soit transmise. Voilà.

Christine : Bien sûr. Et hum... est-ce que vous incluez des activités de plaidoyer euh...

Bénédicte : Non.

Christine : Non, vous ne faites pas ça. Vous faites ça à travers la Plate-forme ?

Bénédicte : Voilà, on va faire ça via la Plate-forme et donc nous on ne le fait pas directement.

Christine : Et hum... ça fait depuis combien de temps que, vous savez...

Bénédicte : Qu'on existe ?

Christine : Oui que... Non, que depuis 20 ans.

Bénédicte : Oui, 23.

Christine : Oui mais depuis que vous êtes membre de la Plate-forme, vous savez ? Plus ou moins ?

Bénédicte : Je pense qu'on était membre au tout début.

Christine : Ah oui ? Depuis 1999 ? Quand c'était encore Mentor seulement ?

Bénédicte : Je ne sais pas exactement, mais j'ai l'impression qu'on est dans les premiers, dans les premiers membres. J'étais pas encore là mais euh... Je crois qu'on était dans les premiers membres.

Christine : Et euh... comment se passe... le partenariat en somme. Comment ça s'organise ? Quel est votre rôle en tant que membre ?

Bénédicte : De la Plate-forme ? Bah je pense que ça va être faire du retour sur ce qu'on observe au niveau du terrain. Hum... essentiellement, après on va pouvoir participer à l'un ou l'autre groupe de travail ben évidemment, sur les MENA, sur la question du logement

aussi, on a contribué. Hum, pour le moment on est dans une réflexion justement par rapport à la Plate-forme citoyenne, de comment informer les familles de manière plus efficace sur euh... sur les droits des MENA. Et donc là il y a normalement un consortium qui devrait se créer. Donc chacun va prendre un rôle différent en fonction de ses spécificités.

Christine : Oui. Katja m'a informé que c'était vraiment plus, pour que vous fournissiez vos témoignages, ce qui se passe sur le terrain, et mettre tout ça en commun.

Bénédicte : Oui et donc ici l'idée, faudra voir si, on va essayer de voir si sur le terrain c'est possible, mais qu'il y ait des séances d'information et que chez nous, ben qu'il y ait des jeunes qui puissent aussi, puissent aussi témoigner. Et donc ça c'est dans la, dans une perspective plus globale, au niveau de nos objectifs de Mentor-Escale de pouvoir contribuer au développement d'une citoyenneté active et responsable, de pouvoir leur permettre de jouer, fin pour les plus anciens, un rôle modèle et hum... Donc voilà. Mais ça reste en lien avec nos objectifs, ce type d'approche là.

Christine : Oui, merci. Hum... Alors du coup toute une partie des questions ça concerne plus la Plate-forme. Hum... Et est-ce que vous avez d'autres partenariats ? À part la Plate-forme ?

Bénédicte : Des partenariats avec ? Parce qu'on a plein de collaboration avec différents services donc je sais pas si vous identifiez des partenariats ?

Christine : Hum des partenariats avec hum... Mais donc vous, vous vous concentrez sur Bruxelles et la Wallonie donc vous avez dit qu'il y a Ndako...

Bénédicte : Minor-Ndako oui...

Christine : C'est votre homologue flamand ou ?

Bénédicte : Plus ou moins, ils sont quand même différents, parce qu'ils font de l'accueil aussi. C'est une grosse structure. Hum... mais au niveau plaidoyer etc., on est aussi membres du CIRÉ.

Christine : Hmm. Oui.

Bénédicte : Membre du CIRÉ. Après on a des partenariats de terrain avec la Maison de Jeunes ou Synergie 14 ou ABAKA. Donc c'est des collaborations plus euh... au quotidien.

Christine : Et avec des universités peut-être ? Ou des médias ou pas tellement ?

Bénédicte : Hum... Pas pour le moment. On est sur une recherche... On participe à une recherche interuniversitaire menée entre autres par Jacinthe Mazzocchi.

Christine : Et est-ce que... Donc on constate ces dernières années une évolution dans l'opinion publique par rapport donc justement euh... la vision des migrants, puis avec l'augmentation du nombre d'attaques terroristes, il y a une augmentation de la peur, la peur d'autre notamment, est-ce que vous constatez ce changement dans votre travail ? Est-ce que ça a une influence ?

Bénédicte : Hmm... Pour moi c'est difficile à dire, moi je suis moins sur le terrain. En tous cas moi dans ma réflexion c'est aussi... donc je parlais de citoyenneté. C'était aussi de transmettre, sans faire du lobbying, mais pouvoir transmettre l'image ben déjà humanisée de notre public, une image positive et donc dans les projets, on met en place... en tous cas pour certains parce qu'après... après si ils vont voir un match de foot l'idée n'est pas de... de donner une image positive des jeunes mais voilà, on... moi je garde en tête cette perspective

là aussi de pouvoir mettre en place des projets où des jeunes vont de nouveau eux-mêmes pouvoir s'exprimer mais qu'ils puissent... voilà transmettre une image humanisée ou positive.

Christine : Oui, et en général est-ce que euh... parce que par exemple pour la Plate-forme elle disait, Katja disait qu'elle recevait beaucoup de messages de haine sur son site et dans les réseaux sociaux.

Bénédicte : Hmm.

Christine : Est-ce que vous aussi, vous expérimentez plus ou moins la même chose ?

Bénédicte : Non, non pas vraiment.

Christine : Non ? Donc il n'y a pas vraiment d'impact, fin...

Bénédicte : Après sur le site on ne sait rien écrire, sur la page Facebook on n'a jamais rien... Moi ce que je trouve... Bon ben au niveau de la Plate-forme d'hébergement, je sais pas si vous les aviez déjà rencontré, ça pourrait être intéressant de les rencontrer... Parce que je trouve ça fin... le mouvement qui est en train de se passer, donc ça c'est moi à titre privé auquel je participe, mais c'est quand même 40 000 personnes qui sont sur cette page Facebook et qui... bon qui peut être *a priori* avaient déjà des *a priori* positifs mais le fait d'accueillir chez eux ou de simplement lire les commentaires, je pense que ça modifie la perception de pas mal de gens et donc je trouve ça très intéressant parce que... il y a des personnes qui n'avaient jamais accueilli ou jamais pensé à accueillir ou même jamais discuté avec un réfugié qui, par ce mouvement ben ont commencé à accueillir et ils se disent ben en fait, c'est ce que je voyais à la télévision, ou j'avais peur avant et finalement je me rends compte, en le testant moi même ou en lisant les témoignages que j'avais pas de raison d'avoir peur et cette dynamique là, je trouve ça génial qu'ils puissent vivre de... de l'intérieur la... voilà cette rencontre parce que moi, quand je parle de mon boulot ça m'arrive souvent qu'on me dise « ah ça doit être difficile », etc. Fin je veux dire, ils sont juste adorables quoi.

Christine : Oui c'est clair j'étais justement en train d'en parler avec deux là tout de suite, ils étaient très accueillants, « comment tu t'appelles, qu'est-ce que tu fais, t'as quel âge ? » Ils sont vraiment très chouettes franchement.

Bénédicte : Oui ! Et donc euh... voilà, fin je ça une dynamique positive qu'il y ait des gens qui peuvent changer leur vision des change par cette initiative.

Christine : Alors vous voyez plus une évolution vers plus de gens qui s'intéressent à vous ?

Bénédicte : Je pense qu'à ce mouvement de la Plate-forme, euh... je pense qu'il doit aussi y avoir des personnes qui se referment, ça va dans les deux sens, il y a peut-être une grosse scission entre les deux mais ce n'est pas que négatif, il y a ce côté positif.

Christine : Il y a un équilibre en somme.

Bénédicte : Ouais.

Christine : Super. Est-ce que vous constatez genre, un... dans les familles d'accueil un certain type euh... de personnes qui vont spontanément, fin pas spontanément mais vont... plus venir vers vous ? Fin je sais pas comment dire...

Bénédicte : Je suis moins sur le terrain au niveau famille, j'aurai du mal à répondre, est-ce qu'ils avaient les mêmes caractéristiques. En général non, j'ai pas l'impression. Ce qui change par rapport au placement familial classique, c'est que je pense *a priori* c'est souvent des personnes avec un désir d'enfant... Hum... et que ici ça va être plus pour une cause altruiste de voilà, des gens qui se disent ben moi j'ai envie de faire quelque chose, comment est-ce que je pourrais contribuer ? J'accueille quelqu'un chez moi. Mais ça va être des ados, ça va être toute la complexité, donc ça va pas être un bébé qu'il pourra...

Christine : Oui, élever.

Bénédicte : Oui donc je pense qu'il y a cette dimension là, cette dimension altruiste de vouloir contribuer à son propre niveau.

Christine : Oui, mais c'est intéressant parce qu'on... selon une enquête qui a été menée hum... qui est sortie ben l'année passée en 2017, hum... on voit que donc il y a une polarisation entre des gens qui sont très fermés et ceux qui sont très ouverts. Et en fait, et puis il y a ceux qui sont au milieu, ils ne savent pas trop ce qu'ils peuvent faire pour changer. Mais en fait on constate que 50% de la population, fin de l'opinion publique belge sont pour la fermeture, donc c'est intéressant de voir que, il y a quand même ces 25% vraiment ouverts qui arrivent à...

Bénédicte : Hmm.

Christine : Fin au fait que ça s'équilibre au final, même s'ils sont moins.

Bénédicte : Oui oui.

Christine : Mais c'est bien, ça donne de l'espoir.

Bénédicte : Oui et je trouve que cette dynamique de la Plate-forme, bon après c'est normalement pas les citoyens qui devraient prendre ça en charge...

Christine : Oui bien sûr (rires).

Bénédicte : Mais ça leur permet de prendre justement, de pas juste se positionner dans les idées mais de prendre une part active et se dire « je me positionne vraiment et je suis contre cette politique » et donc il y a beaucoup de gens qui se sont engagés aussi par rapport à différents moments où des politiques prenaient des décisions de... je sais pas moi, de contrôles renforcés, ou renvoyer les soudanais vers le Soudan et donc euh... Il y a eu à chaque fois une réaction de ces personnes qui se disent (elle tape sa main sur la table) « ah ben maintenant j'accueille, ou je vais sur le site et je commence à lire. Donc oui, il y a une...

Christine : C'est à chaque fois motivé par des événements...

Bénédicte : Oui c'est plus juste du discours ou des pensées c'est des gens qui agissent réellement qui... donc en ce sens là c'est intéressant.

Christine : Donc euh... ben est-ce que... Euh... On peut revenir cinq minutes sur la Plate-forme ? Sur votre partenariat avec la Plate-forme ?

Bénédicte : Oui, oui.

Christine : Vous vous rencontrez plus ou moins toutes les six semaines, on m'a dit ?

Bénédicte : Hmm.

Christine : Et comment ça se passe en général les réunions ? Qu'est-ce que vous faites, de quoi vous parlez ? Comment ça se passe ?

Bénédicte : Donc c'est une réunion, ben donc il y a toute une série de services qui travaillent avec les MENA qui sont présents. Il y a un ordre, ben un ordre du jour qui va varier un petit peu en fonction euh... je crois qu'il y a un moment il y a un retour sur l'actualité ou sur des... ça peut être sur des pratiques qui ont été constatées, ou des tuteurs qui disent « ah ben moi j'observe ça que j'observais pas avant, ça pose souci ». Ça peut être aussi euh... des retours par rapport à des dossiers de fond par exemple là ils ont... On a travaillé sur les tests d'âge et les difficultés liées aux tests d'âge ben voilà... Ça peut être des retours par rapport à ça. Voilà ça dépend un peu des thématiques qui sont abordées. Non, non c'était une autre réunion que j'allais dire qu'on a travaillé sur la Plate-forme mais ça varie un petit peu. D'une fois à l'autre.

Christine : Et hum... selon vous, quels sont les avantages et inconvénients de faire partie de cette Plate-forme ?

Bénédicte : Ben je pense que ça permet nous, de garder notre travail de terrain sans être en parallèle dans l'interpellation politique.

Christine : Hmm.

Bénédicte : Mais de pouvoir, via une Plate-forme et en étant plus forts, pas juste seuls, de pouvoir faire des interpellations, du lobbying. Et puis euh. Ça permet aussi d'échanger... Ben de mieux se connaître et de rencontrer des partenaires, d'échanger éventuellement des bonnes pratiques ou des constats... voilà, qu'on a l'impression d'observer tout seul dans son coin ben on se rend compte que... que l'autre... qu'un autre tuteur a eu les mêmes choses, ou des ajustements de la loi qu'on avait, fin voilà. Ça permet de se tenir au courant de l'actualité.

Christine : On se sent moins seul hein, j'imagine.

Bénédicte : Hmm. Et donc ce qu'il y a aussi, ce qu'elle fait c'est elle récolte toutes les données chiffrées au niveau Office des Étrangers etc. Service des tutelles et donc ça permet d'être au courant de l'actualité aussi par rapport à ça.

Christine : Oui, hum... et donc il n'y a pas tellement d'inconvénients, c'est que du positif.

Bénédicte : Oui (rires).

Christine : Hum... Et pour vous, quelles sont les conditions pour que ça se passe au mieux entre les organisations ?

Bénédicte : Hmm.

Christine : Est-ce qu'il y a beaucoup de concurrence entre vous ou alors ça va ?

Bénédicte : Dans la Plate-forme ?

Christine : Dans la Plate-forme, ou de manière générale, les deux.

Bénédicte : Hum... Je crois que ça a été un peu tendu mais il y a un moment où euh... C'était en 2015, les... le fédéral a informé qu'ils allaient retirer les... beaucoup de modifications au niveau des subsides etc. et donc on a senti une mise en concurrence parce que... voilà il y en a qui allaient survivre, d'autres pas. Ou alors il fallait se repositionner

donc... Ici je pense qu'on est dans un cadre plus serein ou on est plus dans une collaboration, et encore j'ai pas eu l'impression que l'un ou l'autre tirait dans les pattes. Mais on était plus tous dans l'insécurité et donc, on avait l'impression que c'était plus les pouvoirs subsidiant qui avaient, qui nous mettaient en concurrence quelque part.

Christine : Oui, et il y a aussi le truc sur le... la réforme du statut des ASBL non, qui va sortir bientôt.

Bénédicte : Hmm.

Christine : Et ça fait quoi en fait ?

Bénédicte : Hé ben je ne sais pas très bien...

Christine : C'est compliqué à expliquer.

Bénédicte : C'est mon directeur financier qui est en train de regarder et hum. Il avait l'impression que ça changeait pas énormément de choses pour nous, parce qu'on est déjà... Pas mal... fin au niveau comptabilité etc. Donc je dois encore attendre son retour pour voir si ça va changer beaucoup de notre côté. Je pense qu'il y a un truc autour de la TVA, oui il m'expliquait que ça allait peut être beaucoup changer pour les ASBL qui euh... avaient des revenus de vente de... donc oui qui avaient de l'argent qui rentrait via des ventes et qu'ils allaient taxer là-dessus, ce qui n'est pas notre cas.

Christine : Ah oui.

Bénédicte : Donc voilà il y a peut-être d'autres choses mais j'ai pas encore toute l'info.

Christine : Oui parce que ça paraît super compliqué, et puis c'est pas encore d'application.

Bénédicte : Oui non c'est pas encore très très clair.

Christine : Ouais, on verra ce que ça fait hein (rires). Hum... on va passer à la conclusion. Si vous aviez une baguette magique, qu'est-ce que vous feriez ? Qu'est-ce que vous changeriez et pourquoi ?

Bénédicte : Hum... Alors c'est plus au niveau de Mentor-Escale où je stabiliserais l'association au niveau financier. Ça veut dire quoi ? C'est que, hum... on doit travailler sur euh... Je crois sur vingt à trente subsides différents parce qu'on n'a pas un agrément... je ne demanderai pas peut-être un agrément, mais de pas passer notre temps à introduire des demandes de financement annuels, des projets, des évaluations en permanence mais voilà, de pouvoir voir sur le long terme aussi, de pouvoir se projeter ben ce serait intéressant, parce qu'on est en permanence dans, ben voilà, à chaque fois des subsides annuels, ou très souvent des subsides annuels et on ne sait pas si on sera financés l'année d'après. Je veux dire à chaque fois...

Christine : C'est stressant.

Bénédicte : C'est tout un travail, ouais, fin à refaire et c'est assez... c'est stressant.

Christine : Oui, autre chose ? Peut-être en général ? Pas seulement Mentor-Escale, peut-être euh... vis-à-vis de la situation d'aujourd'hui ?

Bénédicte : Ben ma baguette magique serait d'ouvrir les yeux des cinquante autres pourcent (rires) qui sont contre les réfugiés et leur faire découvrir, voilà que c'est des humains comme

nous et qu'ils ont plein de choses à apporter. Et que nous, on a la chance d'être nés au bon endroit au bon moment et que...

Christine : C'est vrai.

Bénédicte : Et que voilà, et que si on avait un jour la guerre dans notre pays, je pense qu'ils considéreraient même comme inconcevable qu'on les... qu'on leur ferme les portes et qu'on les empêchent d'aller dans un autre pays pour se sauver. Fin je ne suis pas dans leur tête...

Christine : Oui c'est quelque chose à considérer hein, parce que la manière dont on fait les choses aujourd'hui, c'est pas du tout en faveur d'une société heu... intégrée où tout le monde se sent bien.

Bénédicte : Oui, oui.

Christine : Ça ne va pas mener à quelque chose de vraiment positif je pense.

Bénédicte : Hmm, donc un peu plus d'ouverture.

Christine : Oui, plus que 25% en tous cas (rires). Hum... Quel est votre plus grand défi à l'heure actuelle ?

Bénédicte : Plus grand défi à l'heure actuelle ? Au niveau de Mentor-Escale j'imagine ?

Christine : Hmm.

Bénédicte : Euh... Ben pérenniser, je dirais pérenniser les projets qui existent et donc continuer à développer Famille d'accueil et trouver du financement pour que ça puisse être un projet sur le long terme. Mais voilà c'est toujours un peu la même chose, mais c'est pouvoir continuer à développer nos actions. Et donc là on est pas mal aussi sur... pour le moment sur des réflexions méthodologiques et donc voir un petit peu les méthodologie et euh... Fin non, on n'est pas en train de changer les méthodologies, mais de prendre le temps un petit peu de se poser, de voir ce qu'on adapte, ce qu'on garde... Développer les outils aussi, centraliser les outils. Je ne sais pas si c'est notre plus grand défi mais c'est ce dans quoi on est pour le moment.

Christine : Centraliser les outils au niveau...

Bénédicte : En fait, on se rend compte qu'on travaille beaucoup dans l'oral, euh... que chaque travailleur a des outils ou des infos etc. mais qu'on, peu de choses qui étaient centralisées sur un serveur et donc ce qu'on essaye de faire c'est vraiment, maintenant, ou toute l'expertise ben pouvoir la mettre par écrit et qu'elle puisse se trouver sur notre serveur pour que ça puisse servir à toutes les personnes qui travaillent et c'est pas chacun qui a sa part d'information, et que ça puisse être communiqué.

Christine : Et ça c'est au niveau Mentor-Escale ?

Bénédicte : Voilà ça c'est plus au niveau de Mentor-Escale.

Christine : Oui, bon dernière question. Pensez-vous qu'on sera capable, en tant que société civile qui évolue rapidement de résoudre les problèmes, c'est-à-dire les problèmes... le rejet de la migration, le rejet de l'autre. Est-ce que vous pensez qu'on sera capable dans le futur... Comment vous voyez le futur en fait ? Plutôt sombre ou il y a de l'espoir. Parce que par exemple on voit que, ben j'ai vu hier dans le journal, un peu les « pôles », ils avaient

interviewé les gens pour savoir pour quel parti politique ils allaient voter en 2019 et on voit que la N-VA a plus de soutien...

Bénédicte : Ben je dirais qu'on ne va pas spécialement dans le bon sens et donc ça c'est assez sombre, mais des initiatives ou une initiative comme la Plate-forme ça donne de l'espoir et donc euh... ça compense et ça fait du bien quoi. Donc voilà (rires).

Christine : Super, un grand merci pour votre temps aujourd'hui.

Bénédicte : Avec plaisir.

2.3. Retranscription Atouts Jeunes

Entretien avec Assetou Elabo, directrice d'Atouts Jeunes, réalisé par Christine Baggio, à Molenbeek, le 10 avril 2018.

Christine : Est-ce que vous pouvez vous présenter en quelques mots s'il-vous-plaît ? Et l'association.

Assetou : Oui ok, donc je me présente moi, Assetou, mon prénom, Elabo c'est mon nom. Je dirige Atouts Jeunes, voilà. Hum... Atouts Jeunes c'est une association en milieu ouvert. Nous sommes à Bruxelles, à Molenbeek, Avenue du Karreveld. Donc on a différents projets, on est dans la prévention générale, on fait de l'accompagnement individuel et de l'accompagnement communautaire, fin voilà, ce sont les missions classiques de l'aide à la jeunesse, des AMO de l'aide à la jeunesse. Hum... dans ce cadre, et donc notre public cible c'est les mineurs évidemment. Donc heu... 0-18 ans. Voilà. Donc hum... par rapport aux MENA, euh... les MENA naturellement sont un public qui nous concerne prioritairement puisque c'est des mineurs non accompagnés. Et c'est une des raisons pour lesquelles on était dans la Plate-forme... on est ! Donc on participe à la Plate-forme Mineurs en exil. Quand je suis arrivée... donc je suis directrice depuis 2011, et quand je suis arrivée en 2012 il y a eu un... comment dire, une grosse arrivée de, une grosse problématique autour des MENA, c'était la Ministre Éveline Huytebroeck était donc Ministre d'Aide à la Jeunesse à ce moment là. Hum... voilà, qui a beaucoup mobilisé les AMO et toutes les AMO donc il y avait pas mal de MENA qui étaient dans le centre-ville, qui se rassemblaient dans le centre-ville et donc les AMO étaient mobilisées là-dessus. Hum... Ce qu'on a constaté en réalité c'est que ici, Atouts Jeunes est assez excentré par rapport à l'endroit où arrivent les MENA prioritairement, c'est-à-dire au centre-ville donc, chez nous, ils n'arrivent pas, il n'y a pas de demande en tant que telle. Ce qui s'est passé c'est que pour les autres associations, il y en a eu beaucoup et ils ont été clairement dépassés carrément pas les demandes hein... donc c'était 5, 10 demandes par jour de MENA pour manger, pour trouver un logement, euh... voilà pour s'occuper d'un mineur qui n'a rien comme soutien. Donc on s'est organisé, le travail s'est réparti et il y a eu des revendications par rapport au gouvernement, de pouvoir faire quelque chose. Hum... il y a aussi eu des revendications par rapport à... donc de mettre en place un accueil euh... Ce qui a été mis en place c'est des formations, déjà, pour les AMO par rapport aux MENA, ça c'est sûr. Il y a eu aussi un plan hiver, je pense que c'était en 2014, auquel on a participé à l'époque avec deux collègues. Et d'ailleurs c'est Jonathan, si vous voulez vous pouvez lui parler après. Heu... Pour les accueillir et puis voilà, donc et la difficulté ne s'est pas vraiment arrangée. Donc ça n'a pas... l'accueil d'hiver était quand même critiqué aussi donc... l'accueil hiver a été mis en place sous pression des médias etc. de l'hiver... bon après il y a un plan hiver tous les hivers hein donc il n'y a pas de raison qu'il y avait, qu'il n'y aurait pas de plan hiver pour les MENA. Mais le plan hiver qui a été mis en place pour les MENA passait évidemment par des identifications par la police, par le fait que c'était en Wallonie donc ils devaient se rassembler quelque part. C'était pas « je

viens, je dors, je pars » comme c'est un peu la conception de AMO donc c'est à la demande, c'est sans mandat, et donc c'est sans contrôle. Donc il a été controversé et il a aussi divisé les AMO dans ce sens que ben il y a le contrôle, ben une partie s'était voué à un contrôle etc. c'est fin... comment dire, c'est une espèce de contrôle qui ne dit pas son nom, d'autres se sont dit que c'est mieux que rien et il faut quand même les accueillir et faire quelque chose quoi. Donc voilà, euh... et puis les revendications ont continué et moi mon vécu par rapport à ça c'est que à un moment donné la Ministre a tranché aussi par rapport à pas mal de revendications. C'est des revendications de euh... mettre en place un accueil pour les MENA, d'avoir de l'argent par rapport aux MENA pour les accueillir parce qu'effectivement il fallait leur donner de l'argent pour manger, il y a eu des difficultés aussi, ils ont été hébergés à différents endroits. Donc il n'y avait pas d'endroit d'hébergement en réalité donc ils ont été euh... hébergés dans les auberges de jeunesse, dans des (incompris), dans les squats... Les auberges de jeunesse ont commencé à refuser clairement les MENA, euh... malgré les paiements etc. et donc vraiment, euh... on était quand même face à des difficultés qu'on n'arrivait pas à régler outre mesure quoi, pas avec les moyens qu'on avait. Et à un moment donné la Ministre a tranché et a dit voilà, il y a de l'argent pour les formations, et pour le reste il n'y en a pas. Pas pour des postes en plus *et ceteri et cetera*, terminé. Terminé toute cette histoire. Là, l'essoufflé, selon moi, des AMO est un peu retombé et il y a eu une moindre influence et moins de mobilisation autour des MENA sauf peut-être pour les AMO qui réellement, concrètement parlant les ont parmi les personnes qui viennent frapper à leur porte, voilà. Il y a parfois eu des situations où euh... quand on était solidaires et on se partageait les situations, on faisait des permanences, donc l'AMO par permanence, où des AMO téléphonaient « bon, le vendredi à 16h30, j'ai un MENA qui cherche un endroit où dormir, est-ce que vous le prenez en charge ? » Ben euh, non ! C'est... nous non plus à 17h30 on ne sait pas où il va dormir, ça a quand même créé pas mal de tensions et pas mal de difficultés au niveau des travailleurs et de ce qu'on peut réellement faire... euh voilà. Et on aussi, bon... on a quand même pas mal réalisé qu'on n'avait pas grand... on n'avait pas beaucoup à répondre à... On n'avait pas beaucoup de poids par rapport à ce que le gouvernement met en place quoi... je veux dire, il y a eu par exemple toutes les discussions autour du test osseux, ben pfff, on a dit et redit que c'est pas juste, et que c'est même pas scientifiquement correct et ils ont eu lieu ces tests osseux et puis c'est tout et donc... Oui, on a quand même pas beaucoup de poids dans la réalité par rapport à ce qu'il y a moyen de faire... voilà, effectivement après c'est une politique à la base et un regard, c'est une vision à la base quoi. Si la vision c'est l'accueil, alors oui ça peut se faire, si la vision c'est pas l'accueil, en tant qu'AMO, soit on travaille avec les moyens du bord donc on accepte de faire l'accueil à Nivelles amené par la police et on se dit que c'est mieux que rien. C'était vraiment les débats aussi qu'on avait, soit on dit « non, ça c'est travailler pour l'ennemi, et c'est pas question ». Mais dans les deux cas on n'a pas l'impression de faire son travail quoi, quelle que soit la position qu'on prend, voilà. Après aussi pas mal de MENA qui avaient plus de 18 ans et dont on savait très clairement qu'ils avaient plus de 18 ans, donc euh... ben là aussi on est mal pris...

Christine : Mais eux ils ont aussi passé le tête osseux et c'était négatif... fin...

Assetou : Disons qu'on essaye de garder notre distance le plus possible par rapport au test osseux donc il y a des MENA mais... c'est pas en interne ou en AMO qu'on allait... Nous, on a eu des discussions, c'est pas en interne qu'on allait les dénoncer ou les mettre sur la table. En même temps, c'était par moment compliqué pour certains travailleurs parce que il y a quand même des 16, 17 ans qui sont vraiment dans la rue, et qu'est-ce que je fais avec toi ? T'as 25 ans fin... non quoi, non. Il y a des gens, il y a eu pas mal de mobilisations. Il y a eu des mobilisations d'habits, des récoltes de dons et là, la difficulté c'est quoi ? C'est de les gérer ces dons. Donc euh... après on se retrouve avec des difficultés. On se dit « tiens c'est bizarre, j'ai même plus rien avoir avec les MENA ». Après il y a eu euh... il y a deux ans je pense, il y a eu un... une initiative qui a été prise avec la Croix-Rouge etc. en 2016. 2015-

2016, avec la Croix-Rouge où c'était l'accueil aussi des MENA. C'était en collaboration avec la Croix-Rouge et c'était à la gare du Nord. Il y avait un espèce de...

Christine : Il y a un hub humanitaire là non ?

Assetou : Un ?

Christine : Un hub humanitaire, je pense.

Assetou : Oui, c'est ça. Mais qui lui aussi a été repris ou fermé donc là c'était SDJ qui était beaucoup plus... Comment dire, qui coordonnait euh... aller... l'action. Et là aussi donc l'idée c'était plutôt de participer par solidarité etc. Pas tellement parce nous réellement, on a les MENA ici et on ne sait pas quoi faire avec, c'est plutôt par solidarité et que c'est dans nos missions etc. Mais ça a été fermé je pense.

Christine : Ah oui ? Moi aux dernières nouvelles, ou alors on ne parle pas de la même chose mais je pense que c'est près de la gare du Nord où des gens peuvent encore déposer, faire des dons...

Assetou : Non, non c'était un centre d'accueil vraiment et justement il a été fermé dans des conditions qui n'ont pas été clarifiées non plus. Et c'était SDJ qui gérait vraiment la coordination. Voilà. Et voilà, ça c'est un peu... et donc l'autre difficulté c'était aussi de... une vraie difficulté en tant que travailleurs d'AMO je pense ben, c'est plus du terrain, c'est qu'on n'avait pas de solution de logement pour ces mineurs et donc ben si il n'y a pas de logement, c'est chaud. C'est vraiment chaud pour faire un travail en fait. Un travail d'AMO avec eux. Ça c'est une chose. Et c'est chaud aussi de faire un travail avec des mineurs qu'on sait qu'ils sont dans la rue. Fin c'est compliqué de se dire, purée non quoi ils ne devraient pas être à la rue quoi. Ou de les envoyer dans les squats, ce qui n'est pas forcément mieux. Mais bon après voilà. Donc ça c'était ça... Donc ça c'était une vraie difficulté. Donc on est, on reste membre de la Plate-forme Mineurs en exil mais effectivement, on n'est pas actifs en tant que tel. Donc on, toutes les fois où on a pris position par rapport aux mineurs c'est plus par fin... c'est par solidarité que par réel besoin concret du travail sur le terrain. Est-ce que c'est clair ? Donc ce n'est pas parce qu'on a des MENA chez nous devant la porte qu'on a participé mais c'est par solidarité par rapport aux MENA mais qui sont chez les autres, pas chez nous. Tout en étant pas vraiment capables d'avoir quelque chose à apporter concrètement parlant.

Christine : D'accord. Parce que j'en avais parlé avec Katja Fournier, la directrice et elle m'a demandé du coup les autres ASBL que j'allais interviewer, je vous ai mentionnés et elle m'a dit « ah ça fait longtemps qu'on ne les a pas vu ! »

Assetou : Ah ouais du coup j'ai eu un mail de sa part, c'est vous ! (rires)

Christine : Non, je suis désolée ! (Rires)

Assetou : Non c'est bon, c'est vrai, ça faisait longtemps. Il y a eu toute cette période où on était dedans et puis bon, bah après voilà, c'est un peu parti. Le travail est un peu parti en sucettes. Et donc on a recentré notre travail sur ce qu'on a concrètement à faire sur le terrain et pas sur...

Christine : Le plaidoyer quoi.

Assetou : Ouais c'est ça.

Christine : Vous avez un peu abandonné cette... Fin vous avez vraiment décidé de vous focaliser sur le terrain.

Assetou : Disons que nous on fournit le travail sur le terrain, fin on est plus sur le travail de terrain et sur les réflexions de ce que le terrain nous donne et c'est plutôt aussi dans le quartier et c'est pas les MENA en tant que tel. Maintenant, j'ai eu son mail, et elle m'a demandé si on était encore membre ou pas, j'ai demandé pour rester membre parce que les mineurs en exil, évidemment on ne va pas, oui c'est ça, on ne va pas se désolidariser d'une Plate-forme de Mineurs en exil, c'est important et... mais on n'est pas en première ligne quoi. Fin voilà, on n'est pas le doigt sur les boutons, c'est ça. Donc, on ne participe plus aux groupes de travail parce que je pense pas qu'on ait à ce point des choses à apporter quoi.

Christine : Mais je suis sûre que si... (rires)

Assetou : Ouais, ou alors bon voilà, après il faut gérer son travail. Faut l'aménager.

Christine : Oui, et vous n'êtes pas beaucoup en fait ?

Assetou : On est sept pour l'instant. Dont moi, avec moi et une assistante administrative, donc oui cinq réellement sur le terrain.

Christine : Quand on compare ça avec par exemple Mentor Escale, ils étaient une vingtaine dans leurs bureaux dans un bâtiment à trois étages, et la Plate-forme, ils étaient que sept ou un truc comme ça, on voit vraiment la différence.

Assetou : Oui c'est ça et donc a un moment donné il faut... je pense que c'est ça...

Christine : Il faut se focaliser sur un truc...

Assetou : Oui, et à un moment donné il y a des vraies contraintes physiques qui font que non quoi. Et je pense que le vécu pour pas mal d'AMO c'est de se dire « ah ben j'en ai marre d'accueillir des mineurs à 16h30 le jeudi pour leur dire va voir aux squat ». C'est pas...

Christine : Il y en a trop...

Assetou : Alors que d'autres assoc on se demande quoi... Vous êtes où merde ! (rires). Fin voilà quoi.

Christine : Hé ben.

Assetou : Donc voilà je suis désolée...

Christine : Mais non c'est bien, ça me donne un autre point de vue et c'est super important pour mon mémoire parce que si je suis à fond pour un point de vue, au final ça n'a aucun sens...

Assetou : Oui c'est pour ça que je vous ai quand même fait venir, pour vous expliquer ça donc... J'avais pas envie de dire qu'on a rien avoir avec les MENA, c'est pas vrai, c'est notre... ils font partie du groupe qui devrait être notre groupe cible. Mais fin voilà, on ne les accueille pas tous les jours, on ne fait pas des activités avec eux de manière systématique. Voilà, maintenant, mes collègues, donc, effectivement Jonathan, il avait participé à ce camp et Morgane là, ils ont fait un camp avec des jeunes de Fedasil mais je ne sais pas s'ils étaient mineurs ou pas en réalité. Mais bon, faut dire la vérité aussi, les mineurs qui arrivent jusqu'à Bruxelles, ils ont presque 18 ans.

Christine : Hmmm.

Assetou : Parce que... c'est un chemin, on n'en est pas encore à avoir des kets de 8 ans dans la rue. Donc euh... pas encore ! (rires) On a encore une petite politique d'accueil qui préserve les familles, tout ça. Mais la difficulté c'est bien cette classe d'âge là, c'est les garçons entre 16 et 25 ans. Voilà, faut pas chercher midi à quatorze heures. C'est même pas tellement les filles, elles vont être mariées peut-être...

Christine : Oui c'est une majorité de garçons, de plus de 16. Ils ne viennent pas majoritairement de Syrie, mais d'Afghanistan, du Maroc...

Assetou : Oui donc voilà, je veux dire, oui c'est ça. Mais bon, quand on dit ça tout haut, on donne raison à Théo Francken. C'est ça la vérité, c'est embêtant.

Christine : Oui, mais du coup, on va parler de quelque chose d'un peu différent du coup si vous n'êtes pas tellement sur les MENA. Donc en général, j'avais parlé du contexte d'intervention sociopolitique, donc est-ce que cette augmentation de la xénophobie dans l'opinion publique a une influence ? Est-ce que vous le ressentez quand vous faites vos projets ? Ou alors par exemple sur votre site internet, vos réseaux sociaux, des gens qui sont vraiment contre vous, qui vous le font ressentir d'une manière ou d'une autre ? Ou pas tellement ?

Assetou : Je réfléchis... Non, vraiment contre, non... on n'a pas eu d'agressions dans le genre, ça non. Maintenant bon, je me dis à partir du moment où on a un objectif social très clair et très vérifié... Je ne fréquente peut-être pas de toute façon les populations qui n'auraient pas envie d'être avec nous, ça c'est une chose. C'est vrai qu'il y a la maison des Béguines, on essaye de mettre en place, donc l'ancien café des frères Abdeslam, rue des Béguines 49, c'est tout près d'ici. On est proprio et on voudrait en faire une maison communautaire, la maison des Béguines. Et on avait pas mal de...

Christine : Résistance ?

Assetou : De démarches par rapport à ça, d'interviews et tout, pour demander du soutien et effectivement les gens sont beaucoup, trouvent que c'est un beau projet mais le soutien effectif est minimal pour l'instant. Bon après ça peut avoir plusieurs raisons et voilà quoi. Nous on s'attendait à avoir un soutien beaucoup plus, beaucoup plus conséquent et beaucoup plus rapide mais on sent... ouais bof quoi pour le soutien effectif. Pour l'idée, que c'est chouette, pour le discours etc. Tout le monde est d'accord pour dire que c'est sympa, mais pour le soutien c'est un peu moins évident. Donc là je sais pas. Je ne sais pas quoi en penser. Ou sinon pour le travail, je dis... on travaille aussi beaucoup avec les populations issues de l'immigration musulmane etc. Donc ce que je constate peut-être c'est tout simplement que c'est plus compliqué d'être dans le dialogue et dans l'ouverture d'esprit, qu'on est encore plus sensibles, plus tendus. On se sent encore plus vite visés, je dirais que c'est plutôt ça que d'avoir vraiment des actes de racisme ou des attitudes racistes, ça non, pas tellement.

Christine : Parce que c'était... Katja m'avait parlé d'accusations, des discours de haine sur sa page Facebook, des commentaires qui les accusaient de traite des êtres humains.

Assetou : Ah bon ?

Christine : D'alimenter la traite des êtres humains et des choses complètement aberrantes et des discours de haine comme ça, fin c'est elle qui me disait ça.

Assetou : Fin bon, ça soutient... fin non, je dirais pas que ça soutient la traite des êtres humains mais bon. Mais c'est vrai que... Comment elle soutiendrait la traite des êtres humains ? Comment elle ferait ça ? (rires)

Christine : Je sais pas. C'est des gens qui les accusent.

Assetou : Ouais non c'est à côté de la plaque. Maintenant c'est vrai que c'est plutôt la politique de portes fermées qui soutient la traite des êtres humains qui fait que voilà...

Christine : Qu'il y a des gens qui trouvent d'autres moyens pour rentrer.

Assetou : Ouais, en attendant, peut-être que maintenant il y en a certains qui s'imaginent que si on fermait les portes et qu'on ne laissait plus rentrer personne ce serait pas... c'est clairement pas vrai.

Christine : Ouais, mais chez elle en tous cas c'était vraiment un énorme...

Assetou : C'est vrai que nous on est plus actifs pour la cohésion sociale sur place, donc on n'est pas du tout dans cette thématique « ouvrir les portes, fermer les portes de la frontière ». C'est vrai que Mineurs en exil, euh Plate-forme pour les Mineurs en exil, plaide pour ouvrir les frontières et qu'on est bien clairement dans une politique de fermeture des frontières et euh... et chacun chez soi et chacun ses billes. Et nous, dans ce contexte là, on est plus là pour équilibrer tout le reste et on est peut-être plus perçus comme des gens qui sont là pour équilibrer tout le reste et faire en sorte que ça roule quoi.

Christine : Que la politique soit ouverte ou fermée ça change rien pour vous, fin c'est plus pour l'intégration sociale après quoi.

Assetou : Oui c'est ça.

Christine : Hum... Vous pensez quoi de la politique du gouvernement et du Secrétaire d'État ?

Assetou : Bon maintenant pour l'Aide à la Jeunesse on a un Ministre qui est PS. C'est un peu la particularité de la Belgique quoi. Je veux dire, d'accord on a un Premier Ministre qui est MR, Théo Francken qui est...

Christine : N-VA.

Assetou : Oui qui est N-VA et qui est à l'Accueil des étrangers, la politique euh... d'accueil ?

Christine : Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration.

Assetou : Voilà c'est ça, et je pense que nous on est dans notre petite bulle PS, aide à la jeunesse...

Christine : Donc vous n'avez pas tellement de lien avec...

Assetou : Non pas forcément, pas directement. Alors la mise en place de la politique maintenant, comment expliquer ça ? Moi ce que je ressens c'est plus le poids de la logique capitaliste et individualiste, ça oui. Tout est lié hein je veux dire, nous, il faut beaucoup... combiner, beaucoup trouver des solutions, beaucoup être créatifs... D'un côté, j'aime bien parce que c'est aussi ça qu'on prône, c'est la participation, la créativité, la réalisation de soi. Mais quelque part, on a quand même souvent l'impression d'être un peu laissés seuls avec

tout le travail qu'on doit faire. Tiens, voilà 10 euros, et vas-y, fais la paix dans le quartier. On va dire oui, si il y avait plus d'argent, ça se passerait mieux. Quelque part c'est une logique bête et simple mais c'est vrai que ça se passerait mieux. J'ai l'impression que le social est clairement sous financé, est l'est de moins en moins depuis que... Ben oui effectivement le MR est à la tête. En même temps, je pense pas que le MR ait inventé quelque chose avec ça, que c'est pas une question de gouvernement en tant que tel, c'est vraiment une question de système économique. C'est plus une question de système économique et c'est pas un gouvernement qui va, tout le monde se pose la question de toute façon, qui va renverser le système dans lequel pour l'instant on est. On essaye quand même de nager à contre sens.

Christine : Mais pour le moment, quand on regarde les prévisions pour l'année prochaine, ce sera plus ou moins le même gouvernement qu'on va avoir.

Assetou : Donc autant s'y faire quoi (rires) ! Ouais donc il y a des choses qui font mal c'est clair, il y a des choses qui font mal. Et le MR, j'ai envie de dire, au moins ils sont un peu clairs avec leur politique. Je veux dire « on vous payera plus, mais vous vous démerdez un peu plus aussi quoi ». Fin voilà parce que le PS c'était pas tellement différent. Dans l'ensemble, on n'avait pas l'impression de baigner dans le bien-être social non plus, fin je veux dire, on n'avait pas ça non plus et c'est pas évident. Mais voilà, au niveau de l'aide à la jeunesse on est quand même dans notre petite bulle, c'est quand même abordé d'une manière plus sociale. Après le PS a beaucoup été critiqué, pour eux leur manière de gérer le soutien... Je voulais dire autre chose... Au niveau de la commune c'est MR aussi donc voilà, c'est Françoise Schepmans. Et au niveau de la commune j'ai l'impression que c'est plus structuré, le travail est plus clair, voilà. Et le soutien est là aussi quoi, mais ça c'est la commune, je veux dire, les gens qui sont à la commune ben forcément... Comment expliquer, ben ils gèrent une commune...

Christine : Ils sont plus proches quoi...

Assetou : Oui ils se rendent bien compte qu'ils gèrent un ensemble d'une population et qu'ils ne peuvent pas se permettre des discours un peu bêtes quoi, et voilà quoi... ou simplistes. Fin ils auront quand même très rapidement le boomerang qui va revenir quoi. Mais j'ai l'impression... fin voilà, au niveau de la commune j'ai l'impression d'avoir l'administration communale plutôt impliquée, même si on n'a pas toujours ce que l'on veut.

Christine : Oui, ça c'est jamais le cas (rires). Mais j'aimerais bien revenir sur un truc que vous avez dit concernant les auberges de jeunes qui ne voulaient plus accueillir des MENA, mais pourquoi en fait ?

Assetou : Donc quand il y a eu tout cet appel de MENA, il y avait pas mal de MENA qui débarquaient etc. Euh... Bah c'était... ils avaient des touristes eux, fin c'est des auberges de jeunesse, et donc c'est des MENA qui restaient, c'est des MENA qui n'avaient pas d'argent, c'est des MENA qui faisaient des revendications par moment, c'est des MENA qui ne parlaient pas la langue, qui étaient paumés quoi et euh... À un moment donné, eux ils n'avaient plus envie de gérer ça.

Christine : C'est pas leur boulot.

Assetou : C'est pas des simples touristes consommateurs quoi. C'était des gens qui avaient besoin d'aide et parfois ça créait des conflits, entre MENA parce que bon, ils se connaissent pas, c'est des gens qui ont du se battre, ils ont quand même un comportement aussi comme des personnes sans domicile fixe quoi. Je suis là avec mes affaires, je suis exposé et je suis à tout moment sur la défensive, donc voilà.

Christine : Ah oui je comprends mieux.

Assetou : Oui et parfois ils savaient pas payer non plus, je veux dire ils avaient leur 5 euros je sais pas quoi. Ils les dépensaient à côté de la plaque et puis voilà quoi. Fin, à côté de la plaque... Parce qu'ils connaissent pas...

Christine : Ok, hum...

Assetou : Et là c'est vrai qu'il y a aussi les hôtels qui je pense ont fait leur beurre avec ça.

Christine : C'est vrai ?

Assetou : Oui (rires), donc c'est ça aussi la traite etc., ouais ben ouais, oui parce que je sais aussi qu'il y avait à un moment donné, on a vraiment essayé de trouver différentes possibilités, de manières de les loger et il y avait cette histoire d'hôtel. L'un ou l'autre hôtel qui avait accepté de les accueillir et donc il y avait des accords ou après on a du constater... Ouais enfin c'est, c'est pas des hôtels... ils sont pas clean, ils sont pas corrects. Et voilà quoi, ils ont fait leur beurre avec des MENA. C'est peut-être ça les accusations aussi.

Christine : Ouais je sais pas... Il y a beaucoup de choses qui... c'est beaucoup plus grand.

Assetou : Oui c'est plus complexe que ce qu'on voudrait bien imaginer, genre c'est pas évident. Je me rappelle par exemple qu'à SOS ils avaient fait un appel aux dons. À un moment donné, je crois qu'ils ont du dédier tout un local pour des habits quoi. Ils avaient plein d'habits, mais tout un local rempli. Mais à la fin ils savaient pas toujours comme les distribuer comme il faut et voilà quoi.

Christine : Et du coup à côté de la Plate-forme, vous faites d'autres partenariats, avec d'autres AMO ? Avec d'autres organisations ? Ou des médias, ou des universités ? Par exemple vous rédigez des rapports d'activité ?

Assetou : Hum... des partenariats pas, on participe parfois à des colloques ou des présentations etc. Des vrais partenariats de réflexion, sur une étude comme ça... ce serait mon rêve hein, mais non (rires). On ne m'a pas encore proposé. On me propose souvent de répondre à des enquêtes oui et bon... Fin après je réponds, c'est pas ça. Mais voilà.

Christine : Après c'est plus pour vos projets, pour avoir plus d'influence ?

Assetou : Les partenariats, les présentations, les colloques ?

Christine : Non avec des autres ASBL, des AMO.

Assetou : Oui alors si on fait des partenariats avec des autres AMO c'est souvent plus ponctuel sur des projets spécifiques mais qui peuvent aller sur deux trois ans.

Christine : Ah oui ? C'est long quand même !

Assetou : Maintenant on a un partenariat avec la LES, l'association de lutte contre l'exclusion sociale, LES de l'administration communale de Molenbeek, sur le travail de rue. Donc chaque année, l'année passée, on avait démarré ça sur euh... Donc eux aussi font du travail de rue dans le quartier, on fait du travail de rue, ils ont un peu la même conception du travail de rue comme nous sauf qu'ils sont pas sur des mineurs, nous on est sur des mineurs. Donc on a fait un partenariat sur le travail de rue, sur des animations à faire dans les parcs, des jeunes à mettre ensemble, euh... sur les micro-projets. Il y a maintenant un groupe qui est parti à Haïti, c'est une collaboration.

Christine : Ah oui j'ai vu ça sur votre site.

Assetou : Voilà, ils vont revenir aujourd'hui. C'est amusant. C'est en collaboration avec la Maison de quartier donc voilà, ça c'est un partenariat. Donc il y a un camp, c'était avec JAVA, DYNAMO, une AMO de Dinant et Fedasil euh... C'est un camp en deux temps, donc voilà ça c'est un partenariat. Euh... ouais c'est tout dans des partenariats comme ça, les gros partenariats pour l'instant. Ou sinon on est dans la collectivité des AMO, c'est pas un partenariat, c'est plutôt un espèce de réseau, la collectivité des AMO, voilà.

Christine : Hum... On va clôturer bientôt. Si vous aviez une baguette magique, qu'est-ce que vous feriez ?

Assetou : (Rires) Ah ouais ! Si j'avais une baguette magique, qu'est-ce que je ferais ? Comme ça ? Je peux ? Pas obligé d'être vis-à-vis des MENA ou quoi ?

Christine : Ouais, ou par rapport au fonctionnement de l'ASBL ?

Assetou : Hé ben je ferais en sorte que la Maison des Béguines devienne un vrai lieu d'accueil avec un salaire, une personne pour gérer la dynamique de la Maison. Alors là franchement oui, ça ce serait la baguette magique, ça pourrait être réglé avec un coup de baguette magique. Tous les autres choses, je pense pas que ce sera réglé avec un coup de baguette magique.

Christine : Mais une baguette magique ça peut faire plein de choses (rires).

Assetou : Ah oui, qu'est-ce que je ferais d'autre alors, je sais pas... Ah ben si j'avais un coup de baguette magique je changerais le système économique dans lequel on est. Mais franchement j'ai pas d'idée, donc ouais peut-être la baguette magique pour un système économique plus respectueux. Mais j'ai pas d'idées.

Christine : Par rapport à par exemple votre financement ou ?

Assetou : Le système économique en général de la société, ça changerait carrément notre travail. Et bon pour le financement, plus d'argent c'est toujours mieux (rires). Franchement c'est un moto, c'est un mot d'ordre quoi qu'il arrive, quoi que j'ai comme argent, à trente personnes, on peut faire plus avec soixante c'est évident donc c'est pas... C'est pas une réflexion en tant que telle... Comment dire, c'est un problème que j'aurai tout le temps. Voilà c'est ça que je veux dire. C'est pas quelque chose qui va se régler avec plus d'argent.

Christine : Ok. Et quel est votre plus grand défi à l'heure actuelle ? Par rapport, pour Atouts Jeunes ?

Assetou : Pour Atouts Jeunes, le plus grand défi c'est de ne pas se disperser dans ce qu'on fait, malgré tout. De maintenir une cohérence par rapport au travail social, par rapport à tous les défis qu'il y a, par rapport à toutes les questions qui viennent, les problèmes auxquels on touche finalement sont très complexes et euh... ont plusieurs portes d'entrées, ont plusieurs possibilités de solutions et donc c'est de ne pas se disperser. Tout en restant assez près des missions qu'on s'est donné.

Christine : Hmm. Parfait. Ben hum... Est-ce que vous avez un peu d'espoir pour le futur ?

Assetou : J'ai un discours négatif ? (Rires) Il y a des gens qui ont un discours positif que vous avez vu avec les MENA qui ont un discours positif ? (Rires)

Christine : Non mais justement (rires), c'est pour ça que je me demandais (rires).

Assetou : Ben c'est parce qu'il n'y a pas de raison d'en avoir (rires), c'est bien ce qui m'avait quand même semblé ! Hum... Est-ce que j'ai de l'espoir. Hum, moi ce qui... mais c'est vraiment au niveau général donc d'abord de un, j'aime bien le travail en AMO, franchement j'aime bien. Euh... J'aime bien le concept de participation, d'autonomisation etc. Je trouve que c'est important. Donc euh j'aimerais bien rester travailler dans ce domaine et je me dis que c'est un travail qui ne doit pas simplement toujours être fait quand on a des problèmes. Ce qui est dommage c'est qu'on a vraiment des gros problèmes sociaux et voilà, je pense que je commence à comprendre certains de mes collègues qui disent « oui mais on n'est pas censé gérer ces problèmes ». Au début quand j'ai commencé je disais « Mais si, c'est pour ça qu'on est là, c'est pour gérer ». Mais non en fait, non. Il y a des gros problèmes qui dépassent l'accompagnement des jeunes etc. Mais quand on est face à des gens qui sont en recherche de logement, des mineurs qui dorment dans la rue etc., ben non. Ça n'a plus rien avoir avec accompagner un jeune qui est en train de déconner et qui sait pas comment il va construire son projet de vie quoi, on ne va pas rêver quoi. Ça je n'avais pas compris tout de suite. Bon maintenant je comprends. Hum... Et il a quand même pas mal de choses et d'alternatives qui sont en place donc quand je dis « le système économique devrait être changé », je me dis c'est ce que tout le monde se dit et je me dis peut-être que finalement ça va arriver mais j'ai... c'est pas un truc qui va se faire en 5 ans, je pense que ça serait peut-être en 20, 40 ans...

Christine : Hmm (rires).

Assetou : Qu'est-ce que vous vous en pensez ?

Christine : Non mais je suis d'accord, c'est vrai que c'est un processus qui prend du temps, fin je pense qu'on a attendu trop longtemps avant de réagir parce qu'on est vraiment...

Assetou : Lents (rires).

Christine : Oui mais on est vraiment, je sais pas comment on dit en français, mais *knee deep* dans les problèmes, vous voyez ce que je veux dire ?

Assetou : Oui c'est ça (rires).

Christine : Et tout ça on ne peut pas s'en sortir, il faut vraiment qu'il y ait un changement de...

Assetou : Un changement de paradigme comme on dit !

Christine : Oui, voilà.

Assetou : Ben un changement de paradigme, voilà, ça ne se fait pas du jour au lendemain.

Christine : Oui c'est vrai.

Assetou : Donc j'essaye de positiver !

Christine : Mais oui c'est important.

Assetou : Mais en même temps si on est matraqués avec les médias qui disent « c'est maintenant ! » ça fond en Antarctique ! C'est dur de résister, je veux dire, ils aident personne avec ça. Donc voilà...

Christine : Ah la la...

Assetou : Oui ! Ah la la (rires) !

Christine : En tous cas, merci beaucoup, c'est fini pour...

Assetou : Pour aujourd'hui ? (Rires)

Christine : Merci pour votre temps et en tous cas désolée pour les soucis que vous avez eu avec la Plate-forme.

Assetou : Mais j'ai pas eu de soucis, elle m'a juste envoyé un mail, « ben tiens, tiens ! » (Rires)

Christine : C'était moi (rires).

Assetou : Voilà quoi, et c'est très bien parce que j'ai pu dire « on reste solidaires mais on ne va pas pouvoir participer à la réflexion ». Mais c'est important qu'il y ait des gens qui travaillent le discours aussi et qui sensibilisent et qui obligent les autres à quand même ouvrir les yeux et pas se dire « ouais, ces arabes ils y en a trop, on ferme les portes et hop, voilà c'est réglé ». Non, c'est pas réglé, ça c'est clair et net donc ça c'est important qu'ils existent. Voilà.